



Consultation publique de l'Arcep

20 février 2023 – 03 avril 2023

Projet d'évolution de la régulation pour 2024-2028 dans le cadre de la préparation des analyses de marchés fixes HD/THD

Réponse d'Orange

Version publique.

Les parties entre crochets [...] relèvent du secret des affaires.

Contact : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers les documents en consultation :

<https://www.arcep.fr/actualites/les-consultations-publiques/p/gp/detail/regulation-marches-haut-et-tres-haut-debit-fixes-projet-evolution-regulation-cycle-2024-2028-200223.html>

Le rééquilibrage de l'équation économique d'Orange sur les réseaux historiques constitue l'enjeu majeur du prochain cycle 2024-2028

Depuis dix ans, Orange fait face à la chute des revenus tirés de son réseau de boucle locale cuivre, liée à la décroissance rapide du nombre d'accès de son réseau cuivre. Les accès sur le réseau cuivre vont ainsi passer en cinq ans de 22 millions en 2020 à 8 millions en 2025, soit une érosion de 2/3 du parc. Les coûts d'exploitation restent quant à eux majoritairement fixes et corrélés à la taille du réseau. À cela s'ajoutent des pressions externes accrues (intempéries, dégradations, vols de câbles) et des fortes exigences de qualité de service attendus par les opérateurs, les clients et les pouvoirs publics.

Depuis 2021, Orange n'est plus en mesure de recouvrer ses coûts pour la mise à disposition de ses réseaux historiques (cuivre & génie civil) et rémunérer correctement son patrimoine.

Le tarif-plafond du dégroupage pour la période 2021-2023 a été fixé sur la base d'un modèle erroné.

Avec l'adoption de la décision n° 2020-1493 du 16 décembre 2020 fixant l'encadrement tarifaire du dégroupage pour les années 2021 à 2023, l'Arcep a profondément modifié son approche dans les sources retenues pour l'évaluation des coûts de l'accès au réseau cuivre.

Alors que l'Arcep s'appuyait auparavant sur une méthode fondée sur la seule prise en compte des coûts réglementaires pertinents d'Orange pour établir le tarif-plafond du dégroupage, l'Autorité a adopté à partir de 2021 comme unique référence de coûts ceux obtenus à partir d'une « modélisation ascendante d'un réseau FttH théorique » couvrant l'ensemble du territoire (ci-après modèle BLOM).

Comme Orange l'avait signalé dès la consultation publique de l'été 2020 sur le projet de décision, l'Arcep n'a pas appliqué correctement la recommandation de septembre 2013 de la Commission européenne relative à la détermination du coût de l'accès au réseau cuivre, ce qui relève d'erreurs manifestes d'appréciation de l'Arcep sur la modélisation des coûts. En effet, l'Arcep a fait le choix de ne pas intégrer, dans les coûts pertinents utilisés dans le modèle BLOM, l'ensemble des coûts nécessaires pour que la prestation modélisée corresponde effectivement à la prestation fournie par Orange. En particulier, le coût des raccordements des clients finaux en fibre optique n'a plus été retenu dans la modélisation réalisée par l'Arcep en 2020 alors qu'il l'était pourtant dans la modélisation réalisée par l'Arcep en 2017 (décision n° 2017-1570).

Cela a conduit l'Arcep à fixer un tarif-plafond du dégroupage bien trop bas (9,65 €/mois) pour la période 2021-2023, par rapport à ce qui aurait dû résulter de l'application correcte du modèle BLOM.

En fixant le niveau tarifaire du dégroupage total à 9.65 €/mois sur la période 2021-2023, l'Arcep n'a pas assuré une « rémunération raisonnable » des capitaux engagés par Orange.

Le Code européen des communications électroniques définit et encadre l'obligation de contrôle des prix que l'autorité de régulation nationale peut imposer dans le cadre des remèdes d'une analyse de marché en ce que l'autorité doit veiller à ce que l'opérateur réputé exercer une influence significative sur le marché puisse recevoir une « *rémunération raisonnable des capitaux employés* ».

Appliquée au réseau cuivre, cette notion implique notamment qu'Orange doit être en mesure, à partir du tarif du dégroupage, de rémunérer à un niveau raisonnable le patrimoine restant à amortir (câbles cuivre + génie civil), et ce quelle que soit la méthode définie par l'Arcep pour fixer le tarif du dégroupage total.

Or, au regard des tarifs imposés par l'Arcep pour la période 2021-2023, le taux de rémunération des capitaux engagés est de fait à un niveau très bas (négatif en 2023), et en tout état de cause très inférieur au coût moyen pondéré du capital fixé par l'Arcep à 4,8 % pour la période 2021-2023, taux qui est décrit par l'Arcep comme le niveau raisonnable de rémunération des investissements consentis par les opérateurs pour la comptabilisation des coûts. Orange n'est donc pas en mesure de rémunérer correctement les sommes investies dans son réseau de boucle locale cuivre sur cette période.

Cette situation est d'autant plus préjudiciable que le patrimoine cuivre non amorti d'Orange s'élève à [...] fin 2022.

L'Arcep n'a pas révisé le tarif-plafond du dégroupage à la suite de la présentation début 2022 par Orange du plan de fermeture du réseau cuivre.

La situation d'Orange est d'autant plus critique que l'Arcep n'a pas procédé, comme la décision n° 2020-1493 le prévoyait pourtant, à une modification du tarif-plafond consécutive à la présentation par Orange d'un plan de fermeture du réseau cuivre. Celui-ci ayant été notifié le 31 janvier 2022, l'Arcep aurait dû mettre en œuvre cette modalité, ce qu'elle n'a pas fait.

De plus, l'Arcep n'a procédé que partiellement et tardivement à la revalorisation du tarif-plafond pour tenir compte de l'évolution de la fiscalité (IFER) par rapport aux hypothèses initiales, avec l'adoption récente d'une décision de modification du tarif-plafond à partir du 1^{er} avril 2023. Orange avait pourtant transmis, dès décembre 2021, des éléments prévisionnels pour l'année 2022 qui montraient d'ores et déjà une augmentation de la fiscalité par accès cuivre en service. L'Arcep disposait donc d'éléments concrets montrant dès janvier 2022 qu'Orange serait conduit à assumer en 2022 une surcharge fiscale induite.

Les pertes de chiffres d'affaires au titre des offres de gros d'accès cuivre (dégroupage + bitstream DSL) s'élèvent *in fine* pour Orange à [...] sur la période 2021-2023.

[...]

L'absence de modification par l'Arcep de la décision tarifaire génie civil, à la suite de l'adoption de la décision fixant le tarif-plafond du dégroupage de décembre 2020, a conduit Orange à ne pas pouvoir recouvrer l'intégralité de ses coûts de génie civil pour la période 2021-2023

La décision n° 2017-1488, qui définit la méthode de comptabilisation des coûts et de fixation des tarifs d'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale, précise que les coûts de génie civil de boucle locale retenus pour fixer les tarifs GC BLO de l'année N sont intégralement alloués entre le réseau cuivre et les réseaux fibre qui occupent les infrastructures de génie civil d'Orange, au *pro rata* des parcs en service à la fin de l'année N-2 (ce qui était justifié à l'époque car il y avait bien plus d'accès en service sur réseau cuivre que sur réseaux fibre).

En application de cette méthode, Orange était en mesure de recouvrer la totalité de ses coûts de génie civil de boucle locale jusque fin 2020 via, d'une part, les revenus de l'offre GC BLO et, d'autre part, la quote-part relevant du génie civil des revenus des offres d'accès à son réseau cuivre, compte tenu du fait que le tarif-plafond du dégroupage était justement établi jusque fin 2020 sur les coûts réglementaire d'Orange, qui respectent la clé d'allocation « fin de l'année N-2 ».

Or, l'adoption en décembre 2020 par l'Arcep de la décision n° 2020-1493 fixant le tarif-plafond du dégroupage pour la période 2021-2023 est venu remettre en cause la capacité pour Orange de recouvrer l'intégralité de ses coûts de génie civil de boucle locale depuis 2021. Cette décision, qui se fonde désormais sur un modèle BLOM pour évaluer le coût de l'accès au réseau cuivre, constitue une véritable rupture dans la méthode de détermination des coûts, comme rappelé précédemment.

En pratique, l'évaluation de la quote-part de génie civil dans le coût de l'accès au réseau dans le modèle BLOM de l'Arcep revient à une allocation des coûts de génie civil de boucle locale au *pro rata* des parcs en service au milieu de l'année N. Il y a désormais une incohérence s'agissant de l'allocation des coûts de génie civil de boucle locale entre la décision n° 2017-1488 (clé d'allocation « fin de l'année N-2 ») et la décision n° 2020-1493 (clé d'allocation « mi-année N »). La situation est d'autant plus critique pour Orange qu'il y a désormais plus d'accès fibre en service que d'accès cuivre.

L'Arcep n'a pas à ce stade donné suite à la révision de la décision n° 2017-1488 pourtant évoquée dans son document Bilan et perspectives mis en consultation publique en juillet 2022. En maintenant la situation inchangée, l'Arcep ne permet pas à Orange de recouvrer la totalité de ses coûts de génie

civil de boucle locale depuis janvier 2021. Les pertes de chiffres d'affaires au titre de GC BLO s'élèvent pour Orange à [...] sur la période 2021-2023.

[...]

Pour la période 2024-2028, Orange demande à l'Arcep de revoir les décisions tarifaires du dégroupage et du génie civil de manière à permettre un rééquilibrage de l'économie générale des réseaux fixes.

Compte tenu de la situation critique pour Orange s'agissant de l'accès à ses réseaux historiques cuivre et génie civil, avec [...] de pertes de chiffres d'affaires cumulées sur la période 2021-2023, conduisant donc à un avantage indu au profit de ses concurrents, Orange attend que l'Arcep adopte les mesures nécessaires à un rééquilibrage de la situation pour la période 2024-2028.

En premier lieu, **l'Arcep doit corriger le modèle BLOM**, sur la base duquel sera établi le tarif-plafond pour le tarif du dégroupage, **en réintégrant le coût du raccordement du client final** dans l'assiette des coûts pris en compte. Cela conduit à une hausse d'au moins [...], montant susceptible d'être mis à jour en fonction du WACC et de l'inflation.

En deuxième lieu, compte tenu d'une durée de cycle plus longue que précédemment (5 ans au lieu de 3 ans), **le tarif-plafond pour le tarif du dégroupage ne doit pas être fixé fin 2023 sur l'intégralité de la période 2024-2028. Orange propose de le fixer sur une période limitée (2024-2025)** ou de prévoir une clause de révision à mi-cycle. En outre, au regard de ce qui s'est passé sur la période 2021-2023 et des pertes subies par Orange compte tenu de l'écart entre les montants anticipés et les montants effectivement fixés pour l'IFER, **le tarif-plafond évalué par l'Arcep doit être celui hors IFER**, le tarif final étant évalué annuellement sur la base des données effectivement adoptées par l'administration fiscale.

En troisième lieu, **la décision tarifaire génie civil doit être modifiée** (en passant de la clé d'allocation « fin année N-2 » à la clé d'allocation « mi-année N ») de manière à permettre à Orange de recouvrer l'intégralité de ses coûts de génie civil de boucle locale.

En dernier lieu, **le WACC** (coût moyen pondéré du capital), qui est utilisé à la fois pour la détermination des tarifs de l'accès au réseau cuivre et de l'accès au génie civil, doit être établi à un niveau reflétant les conditions de marché effectives dans lesquelles Orange évolue (correspondant notamment aux demandes de rémunération des fonds propres engagés par les investisseurs d'Orange), et calculé de manière avoir une **cohérence entre le WACC adopté et l'inflation**.

En effet, les paramètres actuels pour déterminer le WACC ne sont pas cohérents avec les observations du marché : le taux sans risque par exemple doit nécessairement s'écarter des principes fixés par la Commission européenne (c'est-à-dire s'appuyer sur la moyenne constatée des 5 dernières années) au regard des conditions actuelles de marché ; de la même manière, la prime de marché doit quant à elle refléter les attentes réelles des investisseurs sur le marché des actions. C'est ce que vient de faire la CNMC (régulateur espagnol) en janvier 2023, sans opposition de la Commission européenne. Tel n'était pas le cas en 2020 dans la décision n° 2020-1163 de l'Arcep.

Pour l'année 2023, compte tenu de l'inflation prévue au PLF (4,2 %), le WACC réel est de 0,6 % (vs. 3,5 % pour 2022). Par conséquent, les tarifs de gros régulés baissent avec l'augmentation de l'inflation. Cette situation paradoxale, qui ne permet pas un juste retour sur investissement, pénalise Orange.

Orange demande donc la fixation d'un WACC réel qui intègre correctement les paramètres de marché et d'inflation sous-jacente, et garantissant ainsi un rendement réel raisonnable et suffisant.

En tout état de cause, le projet d'analyse de marché mis en consultation publique par l'Arcep ne répond pas à la problématique de l'équation économique du réseau cuivre d'Orange. Seule une révision du tarif-plafond du dégroupage à la hauteur des enjeux (soit au moins [...] au titre de la correction du modèle BLOM, montant susceptible d'être mis à jour en fonction du WACC et de l'inflation) permettra d'apporter une réponse à la situation économique d'Orange.



Si le dispositif d'allégement tarifaire envisagé à ce stade par l'Arcep pour le dégroupage est utile pour favoriser la migration du cuivre vers la fibre, et donc aider à la fermeture du réseau cuivre (cf. supra), il reste limité dans sa portée. En effet, en application du dispositif proposé par l'Arcep dans son projet mis en consultation publique, la hausse potentielle envisagée dans la zone en non-excessivité s'appliquera à un parc nécessairement restreint d'accès (environ [...] du parc d'accès dégroupés en 2024-2025).

*** **

*** **

Les autres enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés

1 La généralisation du FttH doit conduire l'Arcep à lever la régulation du marché 1 (dégrouper) sur une large partie du territoire.

Orange considère que l'analyse de marché menée par l'Arcep pour le marché 1, qui l'amène à retenir un marché de dimension nationale et *in fine* à réguler Orange sur l'ensemble du territoire au titre du dégroupage, est biaisée.

L'Arcep a procédé à une analyse erronée au regard des textes européens pour la délimitation géographique du marché 1, conduisant à un marché de dimension nationale. Or, cette analyse aurait dû conduire l'Autorité à délimiter des marchés géographiques locaux, et conclure que la régulation n'est plus nécessaire sur une large partie du territoire.

L'Arcep s'écarte ainsi de l'objectif premier de la démarche d'analyse de marché consistant, dans un premier temps, à identifier d'éventuelles problématiques de concurrence avérées sur le marché de détail, notamment en vérifiant qu'il n'existe pas d'élément de nature à justifier une éventuelle segmentation géographique, et, dans un second temps, à mettre en œuvre la régulation *ex ante* du marché de gros amont dans les seules zones qui le nécessitent en imposant des remèdes ciblés, pertinents et proportionnés sur les zones géographiques concernées.

Orange estime à ce titre que les obligations imposées à Orange par l'Arcep au titre de la régulation du marché 1, sont injustifiées sur une large partie du territoire.

La délimitation géographique du marché 1 menée par l'Arcep est contestable.

Lorsque sur un marché, les problèmes de concurrence identifiés ne sont plus uniformes sur tout le territoire, ce marché doit faire l'objet d'une analyse géographique approfondie. Les textes européens stipulent que la délimitation géographique du marché par une Autorité de régulation nationale doit être effectuée en suivant deux étapes :

- 1^{ère} étape : l'Autorité de régulation nationale doit choisir une unité géographique de base pertinente suffisamment petite, homogène et stable ;
- 2^{ème} étape : l'Autorité de régulation nationale doit ensuite regrouper les unités géographiques présentant des conditions de concurrence homogènes afin de définir des sous-marchés géographiques.

L'examen du projet d'analyse du marché 1 démontre que l'Arcep n'a ni respecté la 1^{ère} étape, ni la 2^{ème} étape d'analyse, conduisant à une conclusion erronée sur la délimitation géographique du marché 1.

En effet, les 13 « zones » retenues par l'Arcep sont trop larges et ne correspondent pas à des regroupements homogènes d'unité géographique de base au sens des textes européens et des décisions d'analyses de marchés adoptées par les autres régulateurs nationaux en Europe. Le choix initial contestable de l'Arcep de ces 13 « zones » fausse toute la suite de l'analyse et le résultat obtenu, à l'issue de la 2^{ème} étape, est forcément entaché d'irrégularités par la partialité du choix des « zones ». En regroupant les communes sur la base de critères purement administratifs, alors que les textes imposent de procéder à un regroupement d'ensemble cohérent au regard des conditions de concurrence, l'Arcep ne peut procéder correctement à la 2^{ème} étape de l'analyse, qui doit permettre une juste évaluation des conditions de concurrence au sein de sous-marchés géographiques correctement délimités, regroupant des unités géographiques présentant des caractéristiques de marché homogènes. Ainsi, quels que soient les critères retenus, avec les 13 « zones » définies, l'Arcep ne pouvait aboutir qu'à la délimitation d'un marché de dimension nationale.

En procédant ainsi, l'Arcep s'écarte notamment de la mise en œuvre de l'analyse géographique par certains régulateurs européens sur leurs marchés respectifs (notamment en Pologne, au Portugal et en Allemagne), conduisant à retenir une unité géographique équivalente à la commune, en outre validée à chaque fois par la Commission européenne.

Orange estime qu'au regard des textes européens et des décisions d'analyse de marché adoptées par les régulateurs nationaux, l'analyse de marché menée par l'Arcep aurait dû conduire à la définition de sous-marchés géographiques distincts et non un marché de dimension nationale, reflétant correctement les caractéristiques de marché, et sur la base desquels aurait dû être conduite la suite de l'analyse.

L'Arcep s'exonère de la vérification de la pertinence du marché pour la régulation *ex ante*.

Pour justifier de la régulation d'un marché géographique, une Autorité nationale de régulation doit, en principe, tester trois critères en s'inscrivant dans une démarche prospective :

- l'existence d'obstacles à l'entrée importants et non transitoires d'ordre structurel, juridique ou réglementaire ;
- l'absence d'évolution de la structure du marché vers une concurrence effective au cours de la période visée, compte tenu de la situation de la concurrence fondée sur les infrastructures et d'autres facteurs influant sur la concurrence, indépendamment des obstacles à l'entrée ;
- l'impossibilité du droit de la concurrence à remédier seul de manière adéquate aux défaillances du marché constatées.

Or, la délimitation d'un marché de dimension nationale conduit l'Arcep à s'exonérer de procéder à ce test, sous prétexte que le marché 1 est listé dans la Recommandations sur les marchés pertinents de décembre 2020.

En revanche, si l'Arcep avait, dès le départ, procédé à une délimitation correcte des sous-marchés géographiques, sans faire abstraction de la présence des OC et du cofinancement, elle n'aurait pas pu conclure à ce que l'ensemble du territoire national relève du marché pertinent.

En s'inscrivant dans une démarche prospective sur la période du prochain cycle d'analyse de marché (2024-2028), l'Arcep aurait dû vérifier les trois critères en tenant compte à la fois du déploiement des réseaux FttH sur l'ensemble du territoire et de la fermeture commerciale du réseau cuivre au niveau national en 2026. La prise en considération de la régulation symétrique de la fibre et l'incidence des accords de cofinancement sur la délimitation d'un marché de dimension nationale aurait dû conduire l'Arcep à limiter le périmètre du marché pertinent aux seuls sous-marchés géographiques qui le justifient.

Pour justifier de la pertinence de son analyse, l'Arcep soulève les risques liés à l'absence de régulation du dégroupage, notamment en ce qui concerne l'encadrement de la fermeture du réseau cuivre. Cette argumentation, relevant des remèdes, démontre l'absence de justification de la régulation sur une très grande partie du territoire.

La conclusion de l'Arcep sur la puissance significative d'Orange sur un marché 1 de dimension nationale repose sur une analyse erronée.

La suite d'une analyse contestable relative à la régulation ne peut s'avérer que discutable au regard de l'appréciation de la puissance significative d'un opérateur sur le marché. En d'autres termes, en considérant qu'un marché 1 de dimension nationale était pertinent pour la régulation, l'Arcep n'avait d'autres choix que de considérer Orange comme opérateur disposant d'une puissance significative sur ce marché.

Pour autant, une analyse adéquate des sous-marchés géographiques pertinents pour la régulation, aurait permis d'évaluer correctement la puissance d'Orange. En constatant qu'Orange disposait d'une part de marché inférieure à 40 % voire 50 % sur une large partie du territoire pour laquelle existe une concurrence par les infrastructures entre trois acteurs, représentant environ 75 % des locaux, l'Arcep ne pouvait raisonnablement désigner Orange comme opérateur disposant d'une puissance significative sur un marché de dimension nationale.

En conséquence, en imposant des obligations injustifiées à Orange sur l'ensemble des produits de gros constitutifs du marché 1, notamment concernant le dégroupage de la boucle locale cuivre, l'Arcep prend inévitablement le risque de voir son analyse remise en question par la Commission européenne.

Orange renvoie à la note [...], qui détaille les erreurs méthodologiques commises par l'Arcep dans son analyse du marché 1, et fait des propositions sur la base d'une analyse géographique conforme aux textes européens.

2 Le dispositif d'allégement tarifaire envisagé par l'Arcep pour le dégroupage est utile pour favoriser la migration mais ne répond pas à l'équation économique pour Orange

Orange accueille favorablement toute disposition consistant à lever l'obligation d'orientation vers les coûts dans les zones concernées par la fermeture du réseau cuivre, en ce qu'elle peut permettre d'accompagner la migration du cuivre vers la fibre.

Néanmoins cette disposition ne peut répondre au besoin de rétablir l'équation économique d'Orange sur la boucle locale cuivre. En effet, la hausse potentielle envisagée dans la nouvelle analyse de marché, dans la zone en non-excessivité, s'appliquera à un parc nécessairement limité d'accès (environ [...] du parc d'accès dégroupés en 2024-2025), et la levée de toute obligation tarifaire ne sera effective qu'en 2026, alors que le parc d'accès dégroupés aura considérablement diminué.

Cette disposition ne peut donc s'envisager qu'en complément de l'ensemble des demandes relatives à la révision du tarif-plafond du dégroupage à partir de 2024, exposées précédemment.

En pratique, Orange est très réservé sur la mise en œuvre d'une facturation à l'adresse pour le dégroupage, qui nécessiterait de lourds développements SI ainsi que des besoins de ressources humaines complémentaires et serait en outre l'objet de contestations multiples de la part des opérateurs tiers. **Orange demande ainsi à l'Arcep de substituer à la facturation à l'adresse une facturation à la maille de la commune** conservant globalement le même impact au niveau national en termes de hausse du tarif moyen par accès.

Aussi **Orange s'oppose à la mise en œuvre du test de reproductibilité envisagé à ce stade par l'Arcep** qui conduirait à rétablir une régulation du marché de détail, dans des zones jugées pourtant suffisamment concurrentielles pour que soient levées l'obligation d'orientation vers les coûts.

3 S'agissant de la fermeture du réseau cuivre, le projet de l'Arcep comporte des avancées réelles, mais doit encore être précisé pour permettre la mise en œuvre du plan de fermeture selon le calendrier défini par Orange

Orange considère que le rééquilibrage des critères de fermeture du réseau cuivre avec l'allègement du critère « 100 % raccordables FttH », en prévoyant des exceptions et un délai maximal de 24 mois en cas de report sur une zone, permettra la fermeture effective du réseau cuivre à terme.

Orange propose néanmoins des adaptations afin de garantir que la fermeture du réseau cuivre pourra être réalisée conformément au calendrier prévu par Orange. Cela concerne notamment **l'extension des cas de refus afin d'inclure les cas de refus des tiers** qui vont au-delà des propriétaires et des syndicats.

Orange est en revanche réservé s'agissant des autres dispositions envisagées par l'Arcep.

En premier lieu, **Orange insiste sur la nécessité de clarifier les rôles et responsabilités d'Orange cuivre et des autres opérateurs** (OI FttH et OC) dans les différentes phases de fermeture du réseau cuivre. En effet, Orange cuivre ne peut endosser la charge de la fiabilité des données mises à disposition par les OI FttH dans les fichiers IPE, qui relève de leur seule responsabilité, ni être le garant de l'ensemble des documents qui devront être publiés et partagés selon des règles nouvellement définies. Ces aspects doivent être clarifiés dans la nouvelle analyse de marchés. Préciser la responsabilité des OI FttH doit également permettre d'adresser le sujet des offres de détail alternatives prévues dans les critères d'exception.

En deuxième lieu, Orange met en avant le besoin de disposer dans le cadre de la prochaine analyse de marché de dispositifs opérationnels afin de permettre l'industrialisation de la fermeture du réseau cuivre. Or aujourd'hui, certaines propositions discutées dans le cadre de la consultation publique sont inopérantes.

C'est notamment la raison pour laquelle **Orange accueille défavorablement la fermeture technique à l'adresse** qui ne permet pas de garantir un cadre opérationnel efficace et la fermeture du réseau à terme. Cette proposition revêt en effet de nombreuses difficultés de mise en œuvre et de pilotage pour les OC comme pour Orange cuivre. De surcroît, la mise en œuvre de cette modalité de fermeture pourrait *in fine* être un frein à la fermeture effective du réseau cuivre en laissant la possibilité de conserver quelques accès actifs sur des communes au moment de la fermeture technique de la zone, ce qui n'est pas acceptable.

En dernier lieu, **Orange demande un assouplissement des nouvelles obligations envisagées en matière de partage de données**. Orange est disposé à fournir des informations dès lors qu'elles sont utiles et nécessaires aux opérateurs tiers et aux collectivités délégantes. Comme indiqué précédemment, Orange cuivre ne peut assumer la responsabilité des données partagées par les OI Fibre, ni être le garant du contrôle des exceptions au critère « 100% raccordables FttH ».

4 Le maintien de la régulation du marché 3b, qui n'est plus identifié comme marché pertinent par la Commission européenne, n'est plus justifié.

Orange conteste le maintien d'une régulation *ex ante* du marché 3b alors qu'il ne fait désormais plus partie des marchés pertinents définis par la Commission européenne dans sa recommandation de décembre 2020.

Le maintien de la régulation du marché 3b sur une large partie du territoire ne pourrait se justifier que si la régulation mise en place par l'Arcep sur les marchés de gros en amont – i.e. la régulation au titre du marché 1, la régulation au titre du marché génie civil et la régulation au titre du cadre symétrique FttH – n'était pas suffisante pour adresser les problèmes de concurrence sur le marché de détail des offres HD THD de masse. Or ce n'est pas le cas, puisque l'Arcep ne propose pas de renforcer le cadre de régulation en amont dans son projet en consultation, voire propose, à juste titre, un allègement sur le marché 1 – quoiqu'insuffisant compte tenu du fait qu'une large partie du marché 1 aurait dû être dérégulée sur une part significative du territoire, comme rappelé précédemment.

En outre, le maintien d'une régulation des offres de gros activées d'Orange a pour conséquence en zone RIP de réguler là où Orange ne sera bientôt plus opérateur exploitant de réseau, ni sur le cuivre compte tenu de la fermeture du réseau, ni sur la fibre puisqu'il s'agit de RIP opérés par des OI tiers. En particulier, l'Arcep continue de réguler les offres activées d'Orange dans les communes déjà concernées par la fermeture technique du réseau cuivre, où il n'y a plus désormais de réseau opéré par Orange.

En tout état de cause, les arguments avancés par l'Arcep dans son projet s'agissant de la vérification du test des trois critères sont biaisés et accessoires, et méconnaissent la dynamique du marché de détail.

Orange considère ainsi qu'aucun des trois critères (existence d'obstacles à l'entrée sur le marché, absence d'évolution vers une concurrence effective, impossibilité de résoudre les défaillances du marché par le droit de la concurrence) **ne peut être vérifié à l'issue d'une analyse sérieuse**, notamment dans une dimension prospective à l'aune du prochain cycle d'analyse de marché.

Dans sa décision¹ de janvier 2020 relative à la saisine de l'AOTA, l'Autorité de la concurrence note justement qu'une concurrence s'est développée sur le marché des offres FttH activées, justifiant ainsi le rejet de la demande de l'AOTA d'imposer à Orange la fourniture d'une offre bitstream FttH.

« En deuxième lieu, au regard des seuls locaux raccordables en FttH, il ressort des éléments du dossier qu'au moins trois opérateurs, Kosc, SFR et Bouygues Telecom, proposent aujourd'hui des offres de gros FttH d'accès activé au niveau national. Comme le rappelle l'ARCEP, ces offres résultent de l'émergence du marché de gros activé : « l'opérateur Kosc Telecom a négocié auprès d'Orange une offre sur mesure d'accès local à son réseau FttH qui lui permet de commercialiser une offre de gros activée de type « FttH pro » à destination des opérateurs de détail purs entreprises. Bouygues Telecom et SFR ont également commercialisé des offres sur le marché de gros des offres activées. Certains RIP proposent également des offres activées. Ainsi, l'ARCEP estime que le pourcentage de lignes FttH éligibles à au moins une offre activée s'élève à environ 85 % du total des lignes FttH au T1 2019 contre environ 11 % au T1 2017 ». »

La dynamique concurrentielle s'est d'ailleurs accentuée sur le marché de gros, puisque l'Arcep reconnaît désormais, dans son projet en consultation publique, que fin 2021 en zone AMII « 94 % des lignes sont desservies par au moins deux offres de bitstream sur cuivre alternatives à celle d'Orange [et] 75% des locaux sont accessibles par au moins deux offres de bitstream FttH alternatives à Orange ».

Compte tenu de ces éléments, Orange considère que le maintien d'une régulation du marché 3b, qui n'est plus un marché considéré pertinent par la Commission européenne, n'est pas justifié.

5 La situation concurrentielle sur le marché de la fibre Entreprise doit amener l'Arcep à alléger les contraintes sur les offres Fibre Entreprise d'Orange (FttO & FttE).

Comme mis en évidence dans sa réponse à la consultation publique « Bilan et perspectives » de juillet 2022, Orange constate une baisse tendancielle de ses parts de marché à la fois sur le marché de gros et sur le marché de détail des offres fibre de haute qualité. Les niveaux de part de marché atteints à date par Orange sont désormais très inférieurs à 40 %, et ont été en constante baisse sur les deux derniers cycles d'analyse de marchés. Ces éléments sont de nature à conclure à l'absence de position dominante d'Orange sur le marché de gros des offres fibre de haute qualité au niveau national.

Compte tenu de ces éléments, Orange considère que la régulation des offres de gros FttO doit être revue pour la période 2024-2028 et que les remèdes tarifaires doivent être fortement allégés.

Orange regrette que l'attention de l'Arcep dans son projet mis en consultation publique soit portée sur le maintien des obligations d'Orange sur le segment concurrentiel du FttO, qui ne peut constituer la technologie de référence pour les offres Entreprise dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre, et que l'Arcep ne s'interroge pas sur la façon dont le cadre en vigueur garantit les conditions propices à la migration du cuivre vers la fibre.

Dans le cadre du plan de fermeture du réseau cuivre, les offres sur infrastructure BLOM et en particulier les offres type FttE, seront les offres privilégiées pour migrer les accès du cuivre vers la fibre, notamment car elles seront les seules à permettre de garantir des conditions économiques satisfaisantes.

¹ Décision 20-D-02 du 23 janvier 2020 relative à des pratiques mises en œuvre par Orange dans le secteur des communications électroniques



Aussi, pour ce qui concerne le FttE, le projet mis en consultation publique par l'Arcep se limite au maintien de l'obligation de non-éviction imposée à Orange.

Cette obligation de non-éviction pourrait avoir pour effet de contraindre Orange à maintenir des écarts tarifaires entre ses offres FttE passives et activées nettement plus élevés que ce qui est pratiqué par les opérateurs tiers, ce qui conduirait à dépositionner Orange au niveau de ses offres activées sur la zone Orange OI, et à empêcher la migration des entreprises du cuivre vers la fibre.

Le déploiement des offres type FttE et leur commercialisation à des niveaux tarifaires adaptés au marché de détail est un enjeu majeur du prochain cycle d'analyse de marchés comme condition essentielle à la bonne mise en œuvre du plan fermeture du réseau cuivre pour les Entreprises.

Orange demande ainsi à l'Arcep de revoir l'obligation de non-éviction qui ne concerne que les offres FttE d'Orange, et d'adresser en priorité la problématique de la migration des entreprises du réseau cuivre vers le FttE.

*** **

*** **

Analyse du marché 1 de fourniture en gros d'accès local en position déterminée

1 Introduction

2 Définition du marché pertinent : la fourniture en gros d'accès local en position déterminée

question 1. Avez-vous des observations portant sur la définition du marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange conteste l'analyse géographique biaisée menée par l'Arcep qui conduit à un marché de gros pertinent de dimension nationale. Une analyse géographique correctement menée dans le respect des textes définis au niveau communautaire aurait dû conduire l'Arcep à distinguer des sous-marchés géographiques homogènes, et à considérer la levée de la régulation sur une large partie du territoire.

Orange renvoie à la note [...].

3 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange conteste la conclusion de l'Arcep selon laquelle Orange exerce une influence significative sur un marché de gros de dimension nationale. Cette conclusion découle de l'analyse géographique biaisée menée initialement par l'Arcep lors de la définition du marché pertinent.

Une analyse de la puissance menée sur la base de sous-marchés géographiques correctement définis aurait dû conduire l'Arcep à considérer qu'Orange n'exerce une influence significative sur le marché de gros que sur une partie limitée du territoire, et à considérer la levée de la régulation sur une large partie du territoire.

Orange renvoie à la note [...].

4 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

4.1 Principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur un marché

4.2 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

question 3. Avez-vous des remarques sur les obligations imposées de faire droit aux demandes raisonnables d'accès ?

question 4. À l'horizon du 7ème cycle d'analyse de marché, estimez-vous nécessaire de maintenir l'ensemble des obligations relatives au réaménagement de la boucle et sous-boucle locale cuivre ?

question 5. En particulier, estimez-vous nécessaire ou utile de maintenir les obligations concernant l'offre PRM ?

Le projet de l'Arcep ne présente pas de différence notable par rapport au cadre actuel sur les offres et les processus associés qu'Orange doit proposer.

Or, Orange considère que les déploiements massifs de réseaux FttH ainsi que la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre devraient conduire l'Arcep à faire évoluer les obligations de faire droit à certaines demandes, lorsqu'elles impliquent des investissements d'Orange sur le réseau de boucle locale cuivre, dès lors qu'une alternative sur fibre optique existe.

Les obligations d'extension ou de désaturation de la boucle locale cuivre, les obligations de raccordement des stations de base, les obligations de désaturation des infrastructures pour la fourniture de prestations connexes et d'une manière générale toutes les obligations qui nécessitent de créer des infrastructures ou de déployer des câbles cuivre doivent être levées dès le prochain cycle, sans attendre la fermeture commerciale nationale prévue en janvier 2026.

Ces situations se présentent notamment en cas d'incidents majeurs (catastrophes naturelles de grande ampleur, incendies sur le réseau, vols de câbles cuivre) et d'opérations de vie de réseau en cas de travaux de voirie (enfouissements et coordinations notamment). La reconstruction du réseau cuivre dans ces situations, pour une durée finalement limitée compte tenu de la fermeture du réseau cuivre à terme et compte tenu du fait que le tarif de dégroupage ne permet plus de recouvrer ces coûts, n'est pas économiquement acceptable pour Orange ni pour la communauté des opérateurs.

Orange considère qu'il est pertinent, adapté et opportun de permettre à Orange ne pas reconstruire le réseau cuivre dans ces situations, et d'anticiper la migration des accès concernés vers le réseau FttH.

S'agissant de l'accès à la sous-boucle locale, Orange rappelle que la prestation de « point de raccordement passif » (PRP) pour réaliser la bi-injection au niveau du sous-répartiteur n'a jamais été utilisée. Par ailleurs, Orange note qu'il n'y a plus de commande au titre de l'offre « point de raccordement mutualisé » (PRM), dans la mesure où les opérations de montée en débit dans le cadre des projets d'initiative publique ont toutes été réalisées ces dernières années.

Aussi, **Orange demande la suppression des obligations concernant la mise à disposition de l'accès à la sous-boucle et notamment la suppression des offres PRP et PRM.**

Par ailleurs, Orange accueille favorablement la suppression de l'obligation de proposer une offre de dégroupage adaptée à la clientèle Entreprise au regard du manque d'appétence des opérateurs pour cette offre.

<p>question 6. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?</p>
--

Orange a construit, comme le propose l'Arcep dans son projet de décision, un plan de fermeture reposant sur une mise en œuvre par lots de communes ou de parties de commune, ce qui permet des échanges simplifiés avec les acteurs concernés (utilisation des codes INSEE des communes).

Orange accueille favorablement la proposition de l'Arcep de disposer pour les communes les plus importantes d'une découpe infra-communale. Orange estime notamment que cette disposition est nécessaire pour les communes supérieures à 50 000 locaux (soit une soixantaine de communes, en plus de Paris-Lyon-Marseille, dont près de la moitié en ZTD). Ce seuil de 50 000 locaux pourra évoluer en fonction de l'avancement de la mise en œuvre du Plan d'Orange.

Pour ces communes de plus de 50 000 locaux, Orange propose de **mettre en œuvre la fermeture du réseau cuivre sur la base de regroupements d'IRIS² contigus représentant plus de 10 000 locaux par regroupement**. C'est d'ailleurs la maille de l'IRIS qu'Orange a retenu dans le cadre de l'expérimentation de fermeture du réseau cuivre en ZTD pour le centre-ville de Rennes (regroupement d'IRIS représentant environ 15 000 locaux) qui vient d'être lancée.

Il est essentiel pour la réussite du plan que les OC puissent communiquer simplement et efficacement sur la fermeture du réseau cuivre vers les clients concernés. La maille de l'IRIS peut être associée à un quartier, et est donc beaucoup plus opérationnelle et lisible pour les opérateurs et les usagers que les mailles techniques proposées par l'Arcep, telle la zone arrière du NRA dont les contours sont liés aux infrastructures du réseau cuivre.

Aussi, le cas particulier de la ville de Paris mérite l'attention, en raison de la présence de réseaux FttH dont la qualité d'exploitation est reconnue comme durablement dégradée ([...]). Il ne sera pas possible d'initier la fermeture du réseau cuivre à Paris avec une maille de fermeture à l'arrondissement ou à la zone arrière de NRA, telle que proposée dans le projet de décision. En effet, ces réseaux FttH problématiques sont présents dans tous les arrondissements parisiens, et dans toutes les zones arrières de NRA parisiens. *A contrario*, à l'instar de la proposition d'Orange dans la constitution du lot 2 (i.e. plusieurs IRIS dans le 17^{ème} arrondissement), il est possible de trouver des regroupements d'IRIS qui ne présentent pas d'adhérence avec les problèmes de qualité liés à ces réseaux problématiques. Or, compte tenu des volumes concernés et des spécificités de Paris, il est indispensable d'engager la démarche de fermeture du cuivre sans tarder. À date, le regroupement d'IRIS constitue la seule maille infra communale pertinente pour fermer le réseau cuivre dans Paris.

question 7. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

Orange accueille favorablement la proposition de l'Arcep de réduction du délai de prévenance entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture effective. Cet assouplissement permet d'anticiper la fermeture dans les zones qui réunissent les conditions propices à une fermeture plus rapide (déploiements FttH, présence des OC aux PM, migration des clients du cuivre vers la fibre).

Orange précise que les critères de sélection des communes prévus dans le plan de fermeture d'Orange resteront valables, y compris en cas d'une réduction du délai de préavis.

Concernant les critères additionnels pertinents pour la réduction à 18 mois du délai de prévenance pour une commune donnée, Orange propose les niveaux suivants :

- couverture fibre : plus de 95 % locaux raccordables
- nombre d'OC mutualisés au PM : pas de seuil
- taux d'accès cuivre restant : moins de 40 % des locaux

² Les IRIS (îlots regroupés pour l'information statistique) constituent une découpe du territoire réalisée par l'INSEE pour les besoins des recensements sur l'ensemble des communes de plus de 10 000 habitants et la plupart des communes de 5 000 à 10 000 habitants. Les IRIS comptent généralement 2 000 habitants ou plus.



Orange considère qu'il n'est pas nécessaire et pertinent de retenir d'autres critères supplémentaires pour le recours à un délai de prévenance réduit.

question 8. Que pensez-vous de la faculté introduite d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?

Orange considère que la fermeture technique à l'adresse n'est pas une solution pertinente, au vu des nombreuses difficultés identifiées sur le plan opérationnel, d'autant que cette possibilité ne présente aucun véritable enjeu dans le cadre de la mise en œuvre effective de la fermeture du réseau cuivre, ni d'opportunités pour les OC.

Orange ne voit pas comment cette disposition pourrait être clairement mise en œuvre dès lors qu'elle prévoit des exceptions pour les offres à destination des entreprises, quand bien même elles pourraient être justifiées. Dès lors que les commandes seraient toujours possibles sur le territoire en dehors des zones de fermeture technique par commune, la fermeture technique à l'adresse pourrait à tout moment être remise en cause si un nouveau besoin a été identifié pour une entreprise.

Aussi, une telle mise en œuvre suppose que les OC mettent en place les moyens nécessaires pour piloter à la fois la fermeture technique à la maille de la commune et celle à la maille de l'adresse. Ce pilotage est d'autant plus difficile à l'adresse que les accès concernés à migrer seraient, d'une part, très nombreux (20 millions de locaux sont concernés à date par une fermeture commerciale à l'adresse), et d'autre part, répartis sur tout le territoire national.

Par ailleurs, dans l'hypothèse d'une fermeture technique à l'adresse généralisée, Orange s'interroge sur la capacité des OC et des collectivités à communiquer à la maille de l'immeuble (deux voisins pourraient ne pas être concernés pareillement par la fermeture technique à l'adresse), quand les expérimentations en cours ont montré l'importance de la communication à la maille de la commune pour inciter les clients à migrer.

Enfin, et c'est un point majeur pour Orange, il existe un risque à ce que la fermeture technique à l'adresse puisse *in fine* justifier des exceptions à la fermeture technique de zone, de manière à maintenir le cuivre en service pour certaines adresses dans une commune fermée techniquement. Orange rappelle que la fermeture technique de zone doit pouvoir être actée sans exception, sur le territoire considéré.

question 9. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande », des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

Dès les premiers échanges sur le plan de fermeture du réseau cuivre, Orange a identifié le critère relatif à la couverture de 100 % des locaux en FttH comme un point bloquant pour la mise en œuvre effective de la fermeture du réseau cuivre. L'expérimentation menée dans six communes a confirmé cette analyse au moment de la fermeture commerciale, finalement prononcée le 31 mars 2022 sur la base d'une dérogation à ce critère.

Dans son projet, l'Arcep fait deux avancées notables :

- l'Arcep introduit des exceptions au critère du « 100% raccordables FttH » : refus propriétaires et syndics, locaux identifiés par l'OI FttH en tant que raccordables à la demande (RAD), locaux identifiés par l'OI FttH en tant que RAD à tarification spécifique et locaux aux lignes cuivre inactives depuis 24 mois ou plus ;

- l'Arcep introduit un mécanisme de report et de fermeture automatique au plus tard 24 mois après la date annoncée de fermeture commerciale d'une zone (commune) indépendamment de la vérification des critères.

Orange salue l'évolution de l'Autorité et accueille favorablement les dispositions envisagées dans le projet de décision, qui permettront à Orange de fermer le réseau cuivre au niveau de toute commune, ce qui sécurise la capacité du Groupe à mener à bien ce chantier stratégique.

Toutefois, et sans remettre en question les avancées offertes par le projet de décision, Orange considère que les exceptions prévues à ce stade dans le projet de décision demeurent insuffisantes pour permettre la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre selon le rythme et le calendrier annoncés et connus de tous.

1/ S'agissant de la prise en compte des refus, Orange rappelle que les OI ne rencontrent pas que des refus propriétaires et syndics sur le terrain et **considère que les refus de tiers (servitude, voirie, Architecte des bâtiments de France...) doivent également faire partie des exceptions**. Ces derniers constituent des freins aux déploiements FttH, pour lesquels Orange cuivre ne dispose d'aucun levier à sa main pour les résoudre, et qui ne doivent pas bloquer la fermeture du réseau cuivre. Orange précise que la prise en compte des refus tiers doit s'appliquer à l'ensemble du territoire, y compris en ZTD.

2/ S'agissant des locaux RAD, Orange précise que la commercialisation d'une offre fibre de détail sur locaux RAD et la commercialisation d'une offre avec technologie alternative peuvent être proposées par deux opérateurs distincts.

3/ S'agissant des locaux RAD à tarification spécifique, Orange souligne que les modalités de la commercialisation d'une offre fibre de détail sur les locaux RAD à tarification spécifique relève du cadre symétrique et doivent être adressées en premier lieu entre l'OI et les OC, et non dans le cadre de critères de fermeture du réseau cuivre.

Orange rappelle par ailleurs que cette catégorie ne peut être limitée à la zone d'initiative publique dans la mesure où il y a des locaux relevant des mêmes caractéristiques en ZMD d'initiative privée.

4/ Orange est opposé à la prise en compte, dans le critère de fermeture commerciale, de locaux n'ayant jamais été raccordés au réseau cuivre. Par définition, ces locaux ne sont pas concernés par la fermeture du réseau cuivre et ne doivent pas être traités ni suivis dans ce cadre ; ils ne doivent pas faire partie du périmètre à apprécier au moment de la fermeture commerciale. À ce sujet, Orange rappelle également que les locaux neufs sont eux aussi par définition en dehors du périmètre à apprécier pour la fermeture commerciale.

Par ailleurs, l'expérience d'Orange dans le déploiement de la fibre révèle que certaines zones du territoire pourraient rester durablement privées de FttH, eu égard aux situations exceptionnelles rencontrées localement (par exemple sécurité, vandalisme). Orange demande que la fermeture du réseau cuivre **puisse s'effectuer pour des locaux non raccordés en FttH après l'étude au cas par cas des difficultés exceptionnelles** rendant impossible leur raccordement. [...]

question 10. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

Orange est pleinement conscient que les données réseaux et le partage de celles-ci sont des facteurs clé pour la réussite du projet de fermeture du réseau cuivre. **Orange a d'ailleurs engagé des moyens importants pour développer des outils et a précisé début 2023 la nature des échanges de données qu'il va mettre en place avec les différents acteurs.**

Orange rappelle que **des données demandées sur les réseaux FttH**, tant en termes de déploiement, de qualité de l'exploitation du réseau, d'offres disponibles et de présence des acteurs commerciaux, **ne sont pas connues de l'opérateur cuivre et pour certaines sont déjà partagées au travers des**

publications des OI FttH dans leurs fichiers IPE. Dans ces situations, Orange n'envisage pas de dupliquer des éléments disponibles dans des publications nationales dont l'exploitabilité serait un défi coûteux et inutile en raison du grand nombre d'informations à traiter et dont les risques de désynchronisation seront inévitables.

S'il est en phase avec le principe de partager les éléments de sa responsabilité (outil de croisement cuivre-fibre, fichier trajectoire), Orange ne pourra le faire que dans le respect du cadre légal sur la protection des données personnelles et que dans le respect des principes de non-discrimination et de libre concurrence.

Concernant les publications, Orange doute de l'intérêt pour le grand public de la mise à disposition des données très précises concernant le fichier de trajectoires de fermeture, le suivi du respect des critères de fermeture ou le croisement des référentiels, alors que les éléments principaux d'éligibilité fibre sont déjà disponibles au travers des sites web des OC (disponibilité de l'offre) et de celui de l'Arcep (visualisation de l'OI et du code immeuble (IMB)). De plus, la mise à disposition d'informations aussi détaillées que ce qui est envisagé serait source d'incompréhension et susciterait de nombreuses questions auxquelles Orange ne pourrait pas répondre. Par ailleurs, la mise à disposition de certaines informations très précises issues des référentiels cuivre pourrait accroître l'exposition du réseau cuivre aux actes de vandalisme.

Rapprochement des adresses cuivre avec les codes immeubles (code IMB)

Orange cuivre a travaillé sur un outil permettant d'apprécier la couverture du réseau cuivre par la fibre et de sensibiliser l'OI FttH sur les zones à adresser en priorité pour les déploiements fibre.

Les données utilisées par ce prototype sont issues de la base des adresses techniques du réseau cuivre d'Orange Cuivre (base technique cuivre 42C), de données figurant dans les fichiers IPE des OI Fibre (adresses du réseaux fibre) et de données cadastrales publiques.

Pour une zone donnée, le prototype développé permet de classer les accès cuivre existants en 3 catégories :

- Catégorie 1 : accès cuivre pour lesquels une correspondance adresse cuivre / code IMB fibre a été trouvée (référence de l'immeuble FttH), avec une marge d'erreur considérée faible ;
- Catégorie 2 : accès cuivre pour lesquels il n'y a pas de correspondance sur l'adresse cuivre, mais pour lesquels un réseau fibre a été détecté à proximité (le réseau fibre en question étant matérialisé par un code IMB fibre) ;
- Catégorie 3 : accès cuivre pour lesquels, aucune conclusion n'est possible.

Orange précise que :

1/ Cet outil utilise des approximations pour réaliser les rapprochements entre les adresses cuivre et les codes IMB fibre et est dépendant de la qualité des données utilisées. Cela signifie que les résultats obtenus par l'outil ne sont et ne seront jamais totalement fiables, ni totalement exhaustifs.

2/ Le référentiel cible pour les adresses étant les fichiers IPE (référentiel des déploiements fibre), les référentiels cuivre historiques (notamment les adresses et autres données de description présentes dans la base technique cuivre) n'ont pas vocation à évoluer et ne seront donc pas mis à jour à la suite des analyses menées par les opérateurs : aucune mise à jour ne pourra être demandée à Orange.

3/ En conséquence, certains rapprochements resteront impossibles par l'outil ou seront inexacts. Cet outil est un outil d'aide à l'analyse et n'a pas vocation à permettre un rapprochement exhaustif sur une zone donnée, ni à suivre l'évolution du taux de rapprochement des adresses.

4/ Les résultats obtenus dépendent, entre autres, de la qualité (fiabilité, exhaustivité, ...) des données présentes dans les fichiers IPE qui sont de la responsabilité des OI FttH et pour lesquelles Orange Cuivre n'a aucune responsabilité.

Mise à disposition des résultats pour les OI FttH/délégant :

Dans la perspective des jalons de fermeture commerciale, Orange cuivre a prévu de mettre à disposition des OI Fibre et de leurs délégants les résultats de cet outil.

Ces informations (pour chaque adresse dans les catégories 1, 2 et 3 : les éléments du réseau cuivre et les éléments correspondants du réseau FttH) seront mises à disposition par Orange au lancement de chaque lot pour les zones faisant partie du lot et feront l'objet d'un suivi régulier entre Orange cuivre et l'OI FttH/délégant de chaque zone à travers les réunions opérationnelles décrites dans le cahier technique N°3 - Gouvernance au §4.4.1.

Un accord de confidentialité entre Orange cuivre et chaque OI Fibre / délégant permet d'encadrer ces échanges de données (et plus globalement l'ensemble des échanges de données qui auront lieu dans le cadre de la fermeture du cuivre).

Pour chaque lot de fermeture du cuivre, ces données permettront notamment à l'OI fibre de :

- compléter/conforter ses propres analyses,
- alimenter les échanges avec chaque OC,
- corriger, compléter et fiabiliser ses déploiements et les fichiers IPE en vue de la fermeture du réseau cuivre,
- avoir complété les déploiements avant la date de fermeture commerciale du lot concerné.

Mise à disposition des résultats pour les OC :

Afin de faciliter la migration de leurs accès actifs en amont de la fermeture technique d'un lot, Orange effectue avec chaque OC, un échange contradictoire sur son parc de clients sur le lot.

Ces informations sont extraites du SI commercial entre Orange et les opérateurs. À la demande des opérateurs, Orange a prévu d'enrichir ces informations en les complétant avec le code immeuble FttH correspondant à cet identifiant commercial dès lors que le rapprochement est effectué avec un indice de confiance élevé (catégorie 1).

Ces informations seront mises à disposition des OC lorsque l'outil industriel développé pour la mise en correspondance des adresses cuivre/fibre sera disponible (courant T2 2023) et qu'une solution SI de mise à disposition des informations vers les OC aura été définie et mise en œuvre (étude en cours). Ces informations permettront également aux OC et aux OI FttH de partager ensemble leurs analyses lors des réunions de suivi régulières décrites dans le cahier technique N°3 - Gouvernance au §4.4.3.

Orange n'a pas prévu la communication des rapprochements de catégorie 2 ni la fourniture des adresses figurant dans la base technique cuivre, qui ne sont d'aucune aide pour la migration des accès cuivre. Orange est toutefois prêt à étudier la fourniture de ces éléments complémentaires selon les usages possibles. Orange rappelle que les résultats fournis par l'outil ne sont pas des résultats d'éligibilité.

La mise à disposition des résultats de ces rapprochements permettra de faciliter la migration des accès cuivre vers la fibre, alors que l'outil « Éligibilité Opérateur » ne peut effectuer ce croisement des données entre le cuivre et la fibre dont Orange rappelle que la mission est uniquement de renseigner sur la disponibilité des offres de gros d'Orange à une adresse donnée. En conséquence Orange demande le retrait du paragraphe ci-dessous présent à la page 91 du projet de décision.

« Par ailleurs, pour faciliter la migration, Orange partage, en application du précédent cycle d'analyse de marché, les informations de référence des lignes cuivre concernées par les projets de fermeture, et dans la mesure du possible, et avec le concours de l'opérateur d'infrastructure FttH quand ce n'est pas lui-même, des lignes fibre disponibles en substitut ou des solutions technologiques alternatives, dans l'« Outil Éligibilité Opérateur ». Orange fournit dans ce même cadre les informations dont il dispose dans un format et selon des modalités permettant une extraction de masse. »

Partage des informations avec les collectivités locales :

Les réunions de travail entre Orange cuivre, l'OI FttH et les collectivités décrites dans le cahier technique N°3 - Gouvernance au §4.4.2 permettront de mettre en visibilité des collectivités les plans d'actions mis en place par les OI FttH pour traiter les adresses non rapprochées via l'outil.

À noter certaines collectivités locales auront également accès aux données décrites précédemment en qualité de déléguant.

Partage des informations avec l'Autorité :

Orange fera ses meilleurs efforts pour compléter les informations transmises aux OI FttH avec la répartition entre accès actifs et inactifs, l'information relative à l'OC et le type d'offre concernée.

En revanche Orange rappelle que les ND de clients sont des données personnelles de nature à identifier les personnes, et qu'il n'est pas autorisé à transmettre ces informations. Sur ce dernier point Orange pourrait étudier la mise à disposition d'un ND anonymisé comportant uniquement les 4 premiers chiffres.

Contrôle du respect du critère de fermeture commerciale relatif à la disponibilité de l'infrastructure FttH

Suivi des déploiements fibre à travers les fichiers IPE :

Les fichiers IPE, renseignés sous la responsabilité de chaque OI FttH, constituent le référentiel de suivi de l'avancement des déploiements fibre par les OI FttH. À ce titre ils sont déjà transmis vers différents acteurs par les OI FttH. Avec la fermeture du réseau cuivre, ils seront l'unique référentiel.

Orange rappelle que les 3 premières catégories proposées par l'Arcep sont prévues dans le cadre symétrique, et que la dernière catégorie, pour les locaux avec lignes cuivre inactives depuis 24 mois, se positionne naturellement (par l'absence d'appétence) comme des logements raccordables à la demande (RAD).

Le suivi de toutes ces catégories au travers des IPE des OI FttH est, soit déjà possible (RAD), soit sera possible à partir la version 3.2 du protocole PM prévue fin 2023 (nouveaux champs prévus : refus tiers et RAD à tarification spécifique).

Ainsi toutes les informations qui relèvent du suivi des déploiements FttH seront disponibles dans le référentiel fibre à travers les fichiers IPE.

Préparation de la fermeture commerciale :

En vue de la fermeture commerciale sur une zone et dès le lancement d'un lot, Orange Cuivre suivra avec chaque OI FttH / déléguant dans le cadre des réunions opérationnelles décrites dans le cahier technique N°3 - Gouvernance au §4.4.1 :

- l'avancement global des déploiements fibre sur la base des données figurant dans les IPE de l'OI FttH, une attention particulière sera portée aux logements qui ne sont dans aucune catégorie autorisée pour le jalon de fermeture commerciale,
- les plans d'actions menés à la suite de l'analyse par l'OI FttH des résultats de l'outil de recollage des adresses cuivre et fibre (cf. ci-dessus).

Les réunions de travail entre Orange cuivre, l'OI FttH et les collectivités décrites dans le cahier technique N°3 - Gouvernance au §4.4.2, permettront de partager avec les collectivités sur l'avancement des derniers déploiements sur les zones de fermeture et de mettre en visibilité les éventuelles difficultés.

De même les réunions de suivi régulières décrites dans le cahier technique N°3 - Gouvernance au §4.4.3 permettront aux OC de faire le point avec les OI FttH sur les derniers déploiements, les adresses non recollées et les éventuelles difficultés.

Mise à disposition des informations

Pour le jalon de fermeture commerciale, sous réserve de la mise en place par les OI FttH du nouveau protocole IPE, Orange pourra fournir à l'Autorité et aux opérateurs dans le cadre des multilatérales fin du cuivre, une vision agrégée par commune avec le total des logements par catégorie (à savoir : RAD, refus, RAD à tarification spécifique) sur la base des informations présentes dans les fichiers IPE.

Par ailleurs, il est de la responsabilité de chaque OI FttH pour son périmètre de déploiement de tenir à disposition les justificatifs nécessaires. Ces documents, déjà disponibles auprès des OI FttH, pourront leur être demandés par les OC le cas échéant.

Orange est opposé à effectuer des opérations de duplication des données fournies par chaque OI FttH et déjà présentes dans les fichiers IPE. Orange note que l'Autorité exploite déjà les IPE de tous les OI FttH pour l'alimentation du site « ma connexion internet » et demande aux OI FttH de disposer de ces fichiers à une fréquence quotidienne. L'Arcep pourrait, si elle le souhaite, enrichir ce site et fournir au grand public les informations complémentaires qu'elle jugerait nécessaire.

Modification du fichier « Trajectoire »

Orange publie déjà, sur son site, un fichier trajectoire qui a été élaboré en relation avec l'Autorité. Ce fichier défini lors du cycle précédent pour des fermetures de réseau à la maille du NRA a été amendé pour tenir compte de la maille de fermeture à la commune retenue par Orange.

Ce fichier contient les critères de sélection des communes appliqués par Orange pour constituer la trajectoire de fermeture du réseau à travers les lots de fermeture définis par Orange. Orange n'identifie pas de difficultés à rajouter dans ce fichier les informations utilisées pour la sélection des communes qui ne figurent pas encore dans le fichier.

Aussi parmi les évolutions de ce fichier trajectoire de fermeture présentes dans le projet de décision, Orange pourra indiquer, les locaux en construction, le taux d'occupation du réseau cuivre (sur la base d'un seuil atteint ou non) et en cas de report d'un jalon, la nouvelle date de fermeture (date de fermeture commerciale et/ou date de fermeture technique).

En revanche, Orange est opposé à intégrer ou à dupliquer dans ce fichier des données qu'il n'utilise pas pour déterminer la trajectoire de fermeture, de surcroît lorsque ces données sont déjà disponibles dans les IPE des OI FttH.

Enfin, Orange considère qu'un certain nombre des données demandées sont problématiques pour une communication large et sans précautions. C'est le cas notamment de la demande formulée d'indiquer à la maille de la commune (ou de la zone de fermeture) la situation des parcs d'accès actifs/inactifs assortie de la répartition par offres (xDSL/RTC).



question 11. Avez-vous des observations liées à la suppression de ces obligations ?
--

Orange considère que la concurrence effective observée sur le marché de gros des offres FttH activées aurait dû conduire l'Arcep à supprimer l'obligation de fourniture d'une offre passive FttH adaptée et de l'offre bitstream NRO complémentaire. Orange ne peut que constater l'absence de justification étayée de l'Autorité concernant le maintien de cette obligation.

Ceci est d'autant plus injustifiée que l'Arcep envisage la suppression de l'obligation d'offre de marque blanche au regard de la disponibilité d'offres FttH activées proposées par les OC tiers sur près de 100 % du réseau BLOM d'Orange.

Orange demande ainsi la suppression de l'obligation de fourniture d'une offre passive FttH adaptée et de l'offre bitstream NRO complémentaire.

question 12. Dans le contexte de la décroissance du parc cuivre est-ce que les dispositions liées au compactage et à la désaturation vous semblent pertinentes ? Dans ce contexte, avez-vous des remarques supplémentaires sur ces remèdes ?

Orange ne doit plus avoir à proposer des dispositions de désaturation sur des sites ayant vocation à être démantelés avec la fermeture du réseau cuivre, i.e. les NRA qui n'ont pas vocation à être repris en tant que NRO. Cela vaut également pour les dispositions de réaménagement des câbles cuivre existants (compactage).

Orange propose de réserver les opérations de désaturation d'emplacement aux seuls sites qui seront maintenus après la fermeture du réseau cuivre, et qui ont vocation à être utilisés par les opérateurs pour l'hébergement de leurs équipements actifs FttH.

question 13. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ?

L'Arcep doit tenir compte de la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre, pour adapter les obligations pesant sur Orange, et notamment supprimer l'obligation de commercialisation de certaines prestations au titre des ressources et services associées à la boucle locale cuivre.

C'est le cas par exemple des liens intra-bâtiments (LIB), qui ne sont plus commercialisés par Orange au titre de l'offre d'accès à la boucle locale cuivre, mais le sont dorénavant au titre de l'offre d'hébergement NRO. Cela permet d'anticiper les opérations liées à la fermeture du réseau cuivre et de limiter les opérations de migration entre les prestations d'hébergement quand le réseau sera complètement fermé.

4.3 Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires

question 14. Que pensez-vous du principe d'instaurer une obligation et un test de reproductibilité tarifaire s'agissant des accès cuivre qui ne seraient plus soumis à une obligation d'orientation vers les coûts ? Avez-vous des observations sur les modalités que ce test devrait prendre ?

Dans le cadre de son projet d'analyse de marché, l'Autorité envisage, pour les accès pour lesquels l'obligation tarifaire serait allégée ou levée d'imposer à Orange une obligation de reproductibilité des tarifs de ses offres de détail sur cuivre grand public (GP). La reproductibilité tarifaire s'apprécierait notamment à travers les deux critères que sont : (i) la reproductibilité tarifaire offre par offre ; (ii) le respect de l'étagement des tarifs de gros et de détail d'Orange. L'Arcep précise que « *le test devra en particulier être réalisé préalablement à toute évolution à la hausse des tarifs de gros d'accès local à la boucle locale cuivre ou à la baisse des tarifs de détail d'Orange* ».

Orange relève que le choix de mettre en place ce test résulte de plusieurs suppositions de l'Arcep :

- les opérateurs répercuteraient systématiquement la hausse du tarif du dégroupage sur les tarifs de détail ;
- Orange aurait moins d'incitation que les autres opérateurs à augmenter ses tarifs de détail dans des zones pourtant fermées commercialement et largement déployées en fibre pour inciter à la migration ;
- si les deux premières suppositions étaient avérées, Orange bénéficierait d'une image positive de la part des clients pour ne pas avoir augmenté ses tarifs cuivre contrairement à ses

concurrents, image dont Orange bénéficierait sur la fibre et non sur le cuivre (les zones étant fermées commercialement).

Or, dans la proposition actuelle, il est envisagé qu'Orange réalise le test dès qu'une hausse des tarifs de gros est observée – ou une baisse des tarifs de détail – et ce indépendamment de l'incidence avérée des cas susmentionnés.

La mise en œuvre du test de reproductibilité conduit à une régulation du marché de détail sur des zones qui sont jugées suffisamment concurrentielles pour que l'obligation d'orientation vers les coûts soient levées.

Par ailleurs, pour justifier la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle des tarifs de détail d'Orange l'Arcep s'appuie sur un extrait tronqué et sorti de son contexte de l'avis n° 20-A-07 du 15 septembre 2020 de l'Autorité de la concurrence.

En effet l'Arcep indique dans son projet d'analyse de marché : « *l'Autorité de la concurrence a également invité l'Arcep, en cas de hausse du tarif du dégroupage, à s'assurer de « ne pas créer de déséquilibres financiers susceptibles de distordre la concurrence qui se développe sur les infrastructures en fibre optique » ».*

Or dans cet avis l'Autorité de la concurrence indique :

« Dans ce contexte, le dispositif qui sera mis en place par l'Arcep devra veiller aux incitations fournies aux différents acteurs, pour autant qu'ils puissent adapter leurs stratégies en fonction de ces incitations, tout en s'assurant de ne pas créer de déséquilibres financiers susceptibles de distordre la concurrence qui se développe sur les infrastructures en fibre optique. »

Les « déséquilibres financiers » craints par l'Autorité de la concurrence résulteraient de l'intervention de l'Arcep non de la politique tarifaire de détail d'Orange. En réalité, l'Autorité de la concurrence, dans son avis, met en garde l'Arcep contre tout déséquilibre qui pourrait résulter du dispositif qu'elle déciderait de mettre en place. Cet avis ne peut en aucune manière servir de justification à la mise en place d'une régulation *ex ante* des tarifs de détail d'Orange.

Compte tenu de ces éléments, **Orange est opposé à la mise en place d'un tel test de reproductibilité tarifaire.**

question 15. Avez-vous des observations liées aux dispositions prévues dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, ou liées aux précisions de cette obligation portant sur la notion d'équivalence d'accès et l'accès à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre ?

Le projet ne présente pas de d'évolution par rapport au cadre actuel. Orange n'a pas d'observation à formuler.

4.4 Obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès

question 16. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? Que pensez-vous en particulier de l'obligation de préavis spécifique imposée s'agissant des évolutions tarifaires pour les accès cuivre faisant l'objet d'une obligation de non-excessivité ?

En dehors des délais de préavis concernant les évolutions tarifaires pour la zone soumise à une obligation de non-excessivité (cf. questions 19 à 22), le projet ne présente pas de d'évolution par rapport au cadre actuel. Orange n'a pas d'observation à formuler.

4.5 Qualité de service

question 17. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de restituer à l'Arcep chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?

À titre liminaire, Orange constate un renforcement des obligations relatives à la qualité de service du dégroupage qui lui incombent alors même que, comme évoqué en propos liminaire, Orange estime que l'Arcep aurait dû lever la régulation du dégroupage sur une large partie du territoire. Ce renforcement est d'autant moins justifié qu'Orange fait face à une équation économique insoutenable sur le réseau cuivre, qui ne lui permet plus à date d'entretenir et d'exploiter correctement son réseau.

[...]

La représentativité de certains indicateurs transmis doit en effet s'apprécier pour le prochain cycle dans la perspective de la fermeture à terme du réseau cuivre. La baisse des volumes va mécaniquement rendre les indicateurs de moins en moins objectivables, notamment pour ce qui relève de la production des accès. Cela appelle donc à une réflexion plus large sur la portée de certains indicateurs, dans la perspective de mise en œuvre du plan de fermeture.

Dans son projet de décision, l'Arcep propose la mise en œuvre d'un suivi des indicateurs QoS à la maille départementale afin de permettre « *d'affiner l'appréciation* » en cas de dégradation et ainsi d'ajuster les « *mesures de correction proposées* ».

Orange conteste un tel suivi à la maille départementale, et tient à attirer l'attention de l'Autorité sur les conséquences dans l'exploitation des données.

En premier lieu, si la maille départementale revêt pour les pouvoirs publics et le grand public une dimension administrative reconnue, elle ne possède pas d'usage opérationnel pour les équipes techniques des différents opérateurs. Cette maille apparaît ainsi déconnectée de la réalité des territoires d'intervention.

En deuxième lieu, l'analyse à la maille d'un département reste très complexe et très dépendante des volumes d'échantillons utilisés pour construire les indicateurs tant en production qu'en SAV. La forte baisse des volumes de commande ([...]) et des tickets d'incidents rétablis par Orange ([...]) observée au cours des deux dernières années donnerait ainsi, si elle était appréciée à la maille d'un département, des résultats très fluctuants ne permettant pas une interprétation pertinente.

À titre d'exemple, certains départements ruraux comptabilisent à date moins de 500 productions par mois. La mesure d'un 95^{ème} percentile sur une sous-partie de ces 500 accès (les lignes à construire) n'aurait aucun sens et conduirait à des résultats hautement volatiles et inexploitable. Les situations non homogènes de migration du cuivre vers la fibre, en fonction des zones, cumulées à des périmètres aux volumes restreints, posent la question de la fiabilité et de l'exploitation complexe des données qui en seraient issue.

En dernier lieu, l'interprétation à la maille départementale de certains KPIs rendrait les analyses instables, ne permettant pas le suivi dans le temps et la comparaison entre territoires. C'est le cas pour l'analyse des indicateurs au 95^{ème} percentile, ou encore de l'indicateur de délais moyens de production (cf. question 18). La maille nationale permet quant à elle d'éviter les fluctuations et d'objectiver les indicateurs, tout en permettant de proposer des solutions adaptées.

Orange fournit depuis plusieurs années les éléments à la maille des différentes « Direction Orange », sans que cela ait pu entraîner de demandes particulières de la part des opérateurs tiers, ni de la part de l'Arcep. Orange conteste la mise en place d'un suivi à la maille départementale, mais est néanmoins disposé à répondre au cas par cas à des demandes ciblées de l'Arcep d'analyses d'indicateurs au niveau départemental en cas d'incidents localisés.

Enfin, s'agissant de la périodicité de communication des indicateurs, Orange considère que le rythme trimestriel est adapté à un suivi de la QoS, dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre. **Orange demande à l'Arcep de faire évoluer la communication des indicateurs de QoS pour passer d'un rythme mensuel à un rythme trimestriel**, tout en conservant la possibilité pour l'Arcep de solliciter Orange au cas par cas afin de disposer d'une vision mensuelle plus précise en cas d'analyses spécifiques.

question 18. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Comme rappelé ci-dessus, Orange considère que les obligations relatives à la qualité de service doivent être allégées dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre et du vidage progressif du réseau.

Orange supporte aujourd'hui un **énorme volume d'activité pour l'élaboration des multiples documents regroupant les quelques 800 indicateurs demandés chaque mois par l'Arcep**, rien que sur les offres de dégroupage et de bitstream DSL. Au-delà de la mobilisation de ressources supplémentaires pour mener un tel travail, Orange s'interroge sur le bien-fondé d'une telle profusion d'indicateurs, au détriment de la capacité d'analyse, du pilotage opérationnel et de la capacité à définir les mesures nécessaires à l'amélioration de la qualité de service.

Orange demande ainsi à l'Arcep de **recentrer le suivi afin de refléter réellement la performance d'Orange sur l'exploitation de son réseau cuivre**, d'autant plus que certains seuils définis en 2019 ne correspondent plus aux caractéristiques actuelles de la dynamique de migration du cuivre vers la fibre, ni de la réalité de la perception client.

En premier lieu, Orange réaffirme son opposition à toute évaluation de la qualité de service du réseau cuivre qui serait établie sur des situations qui ne relèvent pas de sa propre responsabilité ou sur des mesures liées aux actions visant à corriger les manquements des opérateurs. En effet, Orange mesure que nombre des échecs de production cuivre sont liés à des situations pour lesquelles Orange n'est pas concerné (annulation par le client car celui-ci voulait la fibre, commandes initiées par les opérateurs sur les logements non éligibles aux offres cuivre, travaux en domaine privatif non réalisés par le client etc.). **L'indicateur relatif aux échecs de production doit être redéfini** afin que ces situations, qui ne relèvent pas de la responsabilité d'Orange, ne soient pas comptabilisées dans l'indicateur de mesure de la performance du réseau cuivre. À titre d'exemple, cet indicateur passe, pour le T4 2022, respectivement de [...] à [...] % pour le dégroupage et de [...] % à [...] % pour le bitstream DSL dès lors que l'on retire les situations qui ne sont pas de la responsabilité d'Orange.

En deuxième lieu, Orange rappelle que le principe des mesures au 95^{ème} percentile est contestable. D'une part, la volatilité de la mesure, qui se concentre sur les situations extrêmes, ne reflète pas fidèlement la perception client et, d'autre part, les actions **d'amélioration sur d'autres indicateurs ont des effets collatéraux sur les délais (production & SAV) au 95^{ème} percentile**. Orange demande ainsi à l'Arcep de **remplacer les indicateurs au 95^{ème} percentile par des indicateurs sur la base de délais moyens ou avec percentile plus représentatif** (ex : au 80^{ème} percentile), qui sont largement préférables et tout aussi pertinents.

En troisième lieu, le mécanisme d'appréciation reposant sur le principe d'un indicateur composite par domaine (production et SAV) est pertinent afin de disposer d'une vision globale de l'activité et d'éviter

les impacts trop marqués des dérives unitaires de processus opérationnels. Ce mécanisme présente toutefois des écueils, [...].

- pour l'indicateur composite production, la dérive de l'indicateur de taux d'échecs, contesté par ailleurs et sur lequel Orange n'a pas de maîtrise, ne permet pas le respect des seuils de tolérance fixés par l'Arcep. [...];
- pour l'indicateur composite SAV, en période d'incidents climatiques, les stocks d'incidents peuvent augmenter pour une longue période et avoir un impact fort et durable sur le délai de rétablissement au 95^{ème} percentile. Le principe de cette mesure, qui n'est pas une moyenne mais une valeur unitaire pour les situations les plus dégradées, conduit à des écarts forts, rapides et durables. [...]

C'est pourquoi Orange demande **une réévaluation de la tolérance sur les seuils pour les indicateurs composites, notamment celui concernant les trois trimestres consécutifs** (i.e. passer de 3 % à 5 %).

En quatrième lieu, Orange fait le constat que le mécanisme de réévaluation des seuils pour les indicateurs de délai actuellement en vigueur n'est pas de nature à prendre en compte correctement la diminution des parcs cuivre concernés par ces calculs d'indicateurs de performance. La diminution des volumes de commandes et de SAV dans certaines zones entraîne des conséquences sur les processus d'intervention d'Orange (regroupement d'activités notamment) qui ont des impacts sur les indicateurs liés aux délais. Orange demande une réévaluation des seuils, afin d'être en adéquation avec la réalité opérationnelle.

En dernier lieu, s'agissant de la publication des indicateurs de qualité de service, Orange s'interroge sur la conséquence de ces publications [...]. Orange estime ainsi que c'est à l'Arcep seule qu'il revient d'apprécier la bonne mise en œuvre d'une telle obligation, [...]. Orange demande ainsi à l'Arcep que **les publications restent limitées aux éléments en lien avec l'obligation de non-discrimination**.

4.6 Contrôle tarifaire

question 19.	Que pensez-vous de la proposition de lever le contrôle tarifaire sur une partie du territoire et de la définition de cette dernière ?
question 20.	Que pensez-vous de la proposition d'une obligation de non-excessivité s'agissant des accès se trouvant dans une telle situation intermédiaire, ainsi que la définition des accès concernés ?
question 21.	S'agissant des accès avec levée de l'obligation tarifaire et des accès en non-excessivité, estimez-vous nécessaire que des conditions supplémentaires soient imposées ? Si oui, lesquelles ?
question 22.	Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires proposées s'agissant de l'accès à la boucle locale cuivre d'Orange ?

Orange fait face depuis 2021 à une équation économique insoutenable s'agissant de son réseau cuivre, dans la mesure où l'Arcep n'a pas respecté la doctrine de la Commission européenne pour établir le tarif-plafond du dégroupage sur la période 2021-2023. En conséquence, le tarif plafond du dégroupage ne permet pas à Orange de retirer une rémunération raisonnable des capitaux engagés, comme rappelé en propos liminaires.

Pour la période 2024-2028, le retour à une équation économique acceptable pour Orange s'agissant de son réseau cuivre passe en premier lieu par la fixation par l'Arcep d'un tarif plafond revu à la hausse pour le dégroupage total. Orange sera attentif à ce que le projet que l'Arcep mettra en consultation publique par ailleurs vienne corriger l'erreur relevée par Orange dans le modèle BLOM, et réintègre le coût du raccordement client final.

Dans l'hypothèse où l'Arcep revoit effectivement à la hausse le tarif plafond dans ce sens, **Orange accueille favorablement toute disposition complémentaire consistant à lever l'obligation d'orientation vers les coûts, dans les zones concernées par la fermeture du réseau cuivre.** Une augmentation du tarif du dégroupage dans une zone concernée par la fermeture du réseau cuivre est en effet de nature à inciter l'opérateur client du dégroupage à poursuivre la migration de ses accès du cuivre vers la fibre, et donc *in fine* à faciliter la fermeture technique à terme de la zone.

Orange tient à formuler les remarques suivantes, s'agissant du dispositif proposé par l'Arcep.

En premier lieu, **un tel allègement du contrôle tarifaire du dégroupage n'est pas en mesure d'apporter une solution à la situation économique à laquelle est confronté Orange** compte tenu du parc limité concerné par cet allègement (moins de [...] du parc d'accès dégroupés sur la période 2024-2025 pour la zone en non-excessivité). Seule une révision du tarif plafond, appliquée dans la zone qui reste assujettie à l'obligation d'orientation vers les coûts, permet de résoudre l'équation économique d'Orange.

En deuxième lieu, **Orange est très réservé sur la mise en œuvre d'une facturation à l'adresse pour le dégroupage.** Cela nécessiterait de lourds développements SI (car l'adresse n'est pas intégrée à ce stade dans le SI de facturation) tant côté Orange que côté opérateurs clients, avec besoin de ressources humaines complémentaires pour traiter les cas complexes. Cela serait en outre l'objet de contestations multiples de la part des opérateurs tiers dans le cadre des contrôles de certification (car l'adresse reste une donnée équivoque, qui peut conduire à des rapprochements ambigus entre base cuivre et liste d'adresses FCA).

Orange note qu'il est possible de substituer à la facturation à l'adresse une facturation à la maille de la commune tout en faisant en sorte que l'impact en termes de hausse du tarif moyen par accès reste globalement le même, au niveau national, pour un opérateur client d'envergure nationale.

L'approche consistant à retenir les communes présentant un taux de locaux FCA supérieur à un certain seuil constitue ainsi un proxy intéressant, respectant la logique du dispositif proposé par l'Arcep. À titre d'illustration, sur la base des données de parcs à la commune en tenant compte de la FCA, l'impact à date d'une facturation à l'adresse du dégroupage dans la zone regroupant les adresses FCA correspond peu ou prou, pour chacun des trois opérateurs clients d'envergure nationale, à la mise en œuvre d'une facturation à la commune dans une zone regroupant l'ensemble des communes présentant un taux de locaux FCA supérieur à [...] des locaux.

Orange demande ainsi à l'Arcep de **substituer à la facturation à l'adresse une facturation à la maille de la commune conservant globalement le même impact au niveau national en termes de hausse du tarif moyen par accès.** Cela pourrait passer par la publication tous les 6 mois par l'Arcep d'une liste de communes respectant ces critères.

En troisième lieu, Orange estime que le délai envisagé par l'Arcep (6 à 12 mois) à compter duquel une adresse respectant les critères FCA bascule dans la zone en non-excessivité est trop long, eu égard à l'impact attendu sur le marché. **Orange demande à l'Arcep de caler ce délai sur le délai de prévenance d'ores et déjà prévu en cas de hausse tarifaire, i.e. 3 mois.**

De la même manière, Orange estime que le délai envisagé par l'Arcep (6 à 12 mois) à compter duquel une commune fermée commercialement bascule dans la zone avec levée de toute obligation tarifaire est trop long, dans la mesure où les opérateurs clients sont informés au moins 18 mois à l'avance. Orange demande à l'Arcep de caler ce délai sur le délai de prévenance d'ores et déjà prévu en cas de hausse tarifaire, i.e. 3 mois.

En quatrième lieu, Orange accueille favorablement la proposition de l'Arcep consistant à traduire opérationnellement l'obligation de non-excessivité en un délai de prévenance allongé en cas de hausse significative du tarif en vigueur dans la zone de non-excessivité. Orange estime que ce dispositif est en



mesure d'apporter suffisamment de visibilité aux opérateurs clients, tout en permettant à Orange d'opérer les hausses envisagées.

En dernier lieu, **Orange est opposé à la mise en place d'un test de reproductibilité tarifaire** qui conduit à une régulation du marché de détail sur des zones qui sont pourtant jugées suffisamment concurrentielles pour que l'obligation d'orientation vers les coûts soit levée, et renvoie à sa réponse à la question 14.

question 23. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires portant sur les ressources et services associés à l'accès à la boucle locale cuivre ?

Orange renvoie en particulier à la question 8 du projet d'analyse de marché GC pour ce qui concerne l'encadrement tarifaire de son offre de collecte LFO.

S'agissant de la résiliation des accès dégroupés, Orange rappelle qu'il appartient aux OC, dans la perspective de la fermeture technique d'une commune, de résilier au préalable leurs accès de gros. En l'absence de résiliation par les OC, Orange sera alors dans l'obligation de procéder aux mises à jour du SI en dehors des processus habituels et d'intervenir physiquement sur chaque NRA pour procéder à la fermeture technique. Pour inciter les OC à réaliser ces résiliations avant la fermeture technique, Orange étudie plusieurs possibilités, notamment celle d'une évolution des dispositions contractuelles qui pourrait passer par la mise en place d'un tarif spécifique pour les accès dont la résiliation est prise en charge par Orange.

question 24. Avez-vous des observations sur les propositions de l'Autorité sur la mise en place d'un encadrement tarifaire et sur les méthodes de coûts envisagée ?

Comme rappelé ci-dessus, Orange sera attentif à ce que le projet que l'Arcep mettra en consultation publique, s'agissant de l'encadrement tarifaire du dégroupage, vienne corriger l'erreur relevée par Orange dans la modélisation ascendante BLOM, et réintègre le coût du raccordement client final.

Aussi, compte tenu des difficultés constatées pour évaluer correctement en 2020 le coût prévisionnel de l'IFER sur la période 2021-2023, Orange demande à l'Arcep **ne plus intégrer le coût de l'IFER dans l'encadrement tarifaire pluriannuel du dégroupage total**.

Enfin, compte tenu de la durée du prochain cycle d'analyse de marché (5 ans au lieu de 3 ans précédemment), Orange souhaite que le tarif plafond soit fixé sur une période limitée (2024-2025), ou intègre une clause de révision à mi-cycle.

question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange considère que les évolutions du marché, notamment s'agissant de la migration du cuivre vers la fibre, doivent conduire l'Arcep à alléger les obligations imposées à Orange en matière de séparation comptable, d'une manière générale, et en particulier pour l'offre de dégroupage.

Un tel allègement pourrait *a minima* se traduire par la levée de l'obligation de publication des comptes séparés. Cette obligation mobilise des ressources pour Orange [...].

*** **

*** **

Analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse

1 Introduction

2 Définition du marché pertinent : la fourniture en gros d'accès central en position déterminée

question 1. Avez-vous des observations portant sur la définition du marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Le marché 3b ne fait plus partie de la recommandation marchés pertinents de la Commission européenne publiée en décembre 2020. Orange considère à ce titre qu'il ne doit plus faire l'objet d'une régulation *ex ante*. Orange renvoie à la réponse à la question 2 ci-dessous.

3 Analyse de la pertinence d'une régulation *ex ante* au travers du test des trois critères

question 2. Avez-vous des observations sur l'analyse de la pertinence d'une régulation *ex ante* sur les marchés pertinents de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Orange conteste le maintien contre toute logique d'une régulation *ex ante* du marché 3b alors qu'il ne fait désormais plus partie des marchés pertinents définis par la Commission européenne dans sa recommandation de décembre 2020.

Le maintien de la régulation du marché 3b sur une large partie du territoire ne pourrait se justifier que si la régulation mise en place par l'Arcep sur les marchés de gros en amont – i.e. la régulation au titre du marché 1, la régulation au titre du marché génie civil et la régulation au titre du cadre symétrique FttH – n'était pas suffisante pour adresser les problèmes de concurrence sur le marché de détail des offres HD THD de masse. Or ce n'est pas le cas, puisque l'Arcep ne propose pas de renforcer le cadre de régulation en amont dans son projet en consultation, voire propose, à juste titre, un allègement sur le marché 1 – quoiqu'insuffisant compte tenu du fait qu'une large partie du marché 1 aurait dû être dérégulée sur une part significative du territoire, comme rappelé précédemment.

En outre, le maintien d'une régulation des offres de gros activées d'Orange sur le segment 3b.2, correspondant à la zone RIP, a pour conséquence de réguler là où Orange ne sera bientôt plus opérateur exploitant de réseau, ni sur le cuivre compte tenu de la fermeture du réseau, ni sur la fibre puisqu'il s'agit de RIP opérés par des OI tiers (il convient à ce titre de rappeler qu'Orange Concessions est une entité distincte d'Orange, et que l'Arcep ne peut donc considérer qu'Orange dispose d'une quelconque activité d'OI dans la zone RIP). À titre d'illustration, et pour démontrer l'excessivité de la régulation envisagée par l'Arcep, l'Arcep continue de réguler les offres activées d'Orange dans les communes de zone RIP concernées par la 2^{ème} expérimentation de fermeture du réseau cuivre (Provin, Issancourt-et-Rumel, Vivier-au-Court, Vrigne-aux-Bois, Gernelle) où il n'y a plus désormais de réseau opéré par Orange depuis le 31 mars 2023.

Pour justifier le maintien de la régulation du marché 3b, l'Arcep prétend que les trois critères prévus dans les textes européens sont vérifiés :

- l'existence d'obstacles à l'entrée importants et non transitoires d'ordre structurel, juridique ou réglementaire ;

- l'absence d'évolution de la structure du marché vers une concurrence effective au cours de la période visée, compte tenu de la situation de la concurrence fondée sur les infrastructures et d'autres facteurs influant sur la concurrence, indépendamment des obstacles à l'entrée ;
- l'impossibilité du droit de la concurrence à remédier seul de manière adéquate aux défaillances du marché constatées.

Or, la vérification de chacun de ces critères ne résiste pas à une analyse sérieuse, notamment dans une dimension prospective à l'aune du prochain cycle d'analyse de marché.

S'agissant de l'existence d'obstacles à l'entrée sur le marché, Orange rappelle si nécessaire à l'Autorité que la régulation mise en œuvre sur les marchés de gros amont (dégrouper, accès au génie civil, mutualisation des réseaux FttH au titre de la réglementation symétrique) permet aujourd'hui à quatre opérateurs d'envergure nationale d'être très largement présents sur le marché de détail des offres HD THD de masse sur la quasi-totalité du territoire.

Ces opérateurs ont massivement recours aux offres passives FttH, aussi bien en zone d'initiative privée (ZTD / AMII) qu'en zone d'initiative publique (RIP), en souscrivant des accords de co-investissement de long terme et en venant raccorder les NRO avec des solutions de collecte.

Les offres régulées au titre des marchés de gros amont (dégrouper, accès au génie civil, mutualisation des réseaux FttH) sont donc de nature à garantir la dynamique concurrentielle du marché de détail HD THD de masse. Les offres activées ne sont ainsi utilisées à date qu'en complément du dégroupage dans les zones les plus rurales du territoire, et de manière transitoire dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre, dans la mesure où les opérateurs basculent systématiquement vers les offres passives FttH dès qu'un réseau FttH a été déployé dans une zone donnée.

Dans son avis³ rendu en septembre 2019 à l'Autorité de la concurrence à la suite de la saisine de l'AOTA relative à la fourniture par Orange d'une offre de gros bitstream FttH, l'Arcep ne pas dit autrement :

« Aujourd'hui, les principaux opérateurs grand public ambitionnent, pour l'accès au FttH, une présence passive sur tout le territoire, en cofinancement ou en location, y compris lorsqu'ils sont aujourd'hui présents en s'appuyant sur des offres de bitstream cuivre. Cette mutualisation passive continue de progresser : au T2 2019, en zone d'initiative privée, quatre opérateurs étaient présents en passif sur 36 % (contre 31 % au T1 2019) des points de mutualisation, trois sur 71 % (52 % au T1 2019) et deux sur 94 % (85 % au T1 2019).

Les chiffres mentionnés ci-dessus montrent que la régulation symétrique portant sur les offres d'accès passif aux lignes des réseaux mutualisés à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné est efficace. Ces éléments confortent les analyses de marché effectuées en 2014 et en 2017 s'agissant du marché de gros pertinent des offres d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse. »

Les derniers chiffres publiés par l'Arcep dans le cadre de son observatoire HD THD au T4 2022 confirment cette tendance. Sur les 34,4 M de locaux raccordables (soit environ 80 % des locaux au niveau national) au FttH fin 2022 :

- 97 % sont mutualisés par au moins deux OC au niveau national ;
- 90 % sont mutualisés par au moins trois OC au niveau national.

³ [Avis n° 2019-1385 de l'Arcep en date du 30 septembre 2019 rendu à la demande de l'Autorité de la concurrence portant sur des pratiques mises en œuvre par la société Orange dans le secteur des communications électroniques suite à une saisine de l'Autorité de la concurrence par l'Association des Opérateurs Télécoms Alternatifs.](#)

Dans une vision prospective, compte tenu de la dynamique observée sur le marché, la quasi-totalité des locaux au niveau national seront raccordables au FttH au cours du prochain cycle d'analyse de marché, avec plusieurs OC présents sur la base des offres de mutualisation.

L'Arcep omet de prendre en compte les éléments susmentionnés dans son analyse, qui l'auraient nécessairement amené à conclure sur l'absence de barrière à l'entrée sur le marché de détail. En revanche, l'Arcep focalise son analyse sur des prétendues défaillances du marché de gros des offres activées de masse, i.e. l'incapacité d'un opérateur à proposer une offre activée sur cuivre et fibre, comparable à celle d'Orange et la difficulté d'un opérateur client à migrer d'une offre activée cuivre d'Orange vers une offre activée fibre d'un opérateur tiers.

En se focalisant sur la seule animation concurrentielle du marché de gros des offres activées, l'Arcep mène ici une analyse erronée, qui met en doute la compréhension même de la logique de la procédure d'analyse de marché qui consiste, faut-il le rappeler, à identifier d'éventuelles défaillances sur le marché de détail aval et à envisager le cas échéant l'application d'une régulation *ex ante* du marché de gros amont adéquat. Dit autrement, la régulation du marché de gros 3b n'a pas pour finalité de développer la concurrence, par ailleurs déjà existante, sur le marché de gros 3b.

Compte tenu de ces éléments, il n'existe aucun obstacle à l'entrée d'un opérateur sur le marché de détail aval HD THD de masse, et le 1^{er} critère n'est pas vérifié.

S'agissant de l'absence d'évolution vers une concurrence effective, l'Arcep entretient le même quiproquo évoqué précédemment, sur le fait qu'il n'y aurait pas de concurrence effective sur le marché de gros des offres activées 3b, ce qui justifierait la vérification du 2^{ème} critère. L'Arcep évoque le fait qu'aucun opérateur proposant une offre de gros activée alternative n'aurait une couverture équivalente à celle d'Orange, ce qui rendrait l'offre de gros activée d'Orange inévitable dans certaines zones du territoire.

Une nouvelle fois, l'Arcep se trompe d'analyse, et omet de mesurer la situation effective du marché de détail aval des offres HD THD de masse, et son évolution au cours du prochain cycle, dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre. Comme évoqué ci-dessus, compte tenu de la dynamique de déploiement des réseaux FttH et de venue des OC en mutualisation, la quasi-totalité des locaux au niveau national seront raccordables au FttH au cours du prochain cycle d'analyse de marché, avec plusieurs OC présents sur la base des offres de mutualisation.

Aussi, dans sa décision⁴ de janvier 2020 relative à la saisine de l'AOTA, l'Autorité de la concurrence note qu'une concurrence s'est développée sur le marché des offres FttH activées, justifiant ainsi le rejet de la demande de l'AOTA d'imposer à Orange la fourniture d'une offre bitstream FttH.

« En deuxième lieu, au regard des seuls locaux raccordables en FttH, il ressort des éléments du dossier qu'au moins trois opérateurs, Kosc, SFR et Bouygues Telecom, proposent aujourd'hui des offres de gros FttH d'accès activé au niveau national. Comme le rappelle l'ARCEP, ces offres résultent de l'émergence du marché de gros activé : « l'opérateur Kosc Telecom a négocié auprès d'Orange une offre sur mesure d'accès local à son réseau FttH qui lui permet de commercialiser une offre de gros activée de type « FttH pro » à destination des opérateurs de détail purs entreprises. Bouygues Telecom et SFR ont également commercialisé des offres sur le marché de gros des offres activées. Certains RIP proposent également des offres activées. Ainsi, l'ARCEP estime que le pourcentage de lignes FttH éligibles à au moins

⁴ Décision 20-D-02 du 23 janvier 2020 relative à des pratiques mises en œuvre par Orange dans le secteur des communications électroniques

une offre activée s'élève à environ 85 % du total des lignes FttH au T1 2019 contre environ 11 % au T1 2017 ».

La dynamique concurrentielle s'est d'ailleurs accentuée sur le marché de gros, puisque l'Arcep reconnaît désormais, dans son projet en consultation publique, que fin 2021 en zone AMII « 94 % des lignes sont desservies par au moins deux offres de bitstream sur cuivre alternatives à celle d'Orange [et] 75% des locaux sont accessibles par au moins deux offres de bitstream FttH alternatives à Orange ».

Orange s'étonne en outre que l'Arcep fasse mention de la couverture soi-disant trop étendue de l'offre bitstream FttH d'Orange, par rapport à celle de offres des concurrents, pour justifier l'absence d'évolution vers une concurrence effective.

Tous ces éléments confirment que la concurrence sera bien effective à terme sur l'ensemble du territoire avec le déploiement des réseaux FttH, et le 2^{ème} critère n'est pas vérifié.

S'agissant de l'impossibilité de résoudre les défaillances du marché par le droit de la concurrence, il convient de constater que l'Autorité de la concurrence a justement déjà été en mesure de traiter *ex post* un cas relevant du marché de gros des offres activées de masse sans demander que l'Arcep intervienne, pour invalider tout l'argumentaire développé par l'Arcep dans son projet.

À la suite de la saisie par l'AOTA de l'Autorité de la concurrence pour obliger Orange à fournir une offre bitstream FttH, l'Autorité de la concurrence a rendu un avis déboutant la demande de l'AOTA sur le constat de présence d'offres alternatives sur le marché et le caractère non-essentiel de l'offre d'Orange pour animer le marché, sans demander à l'Arcep de se saisir de la demande.

Le droit de la concurrence est ainsi en mesure de traiter *ex post* des éventuelles défaillances du marché de gros des offres activées. Le 3^{ème} critère n'est donc pas vérifié.

Compte tenu de ces éléments, Orange considère que le maintien d'une régulation du marché 3b, qui n'est plus un marché considéré pertinent par la Commission européenne, n'est pas justifié. Les arguments avancés par l'Arcep dans son projet sont biaisés et accessoires, et méconnaissent la dynamique du marché de détail. Orange demande à l'Arcep de reconsidérer toute son analyse de marché, sur la base d'une analyse objective et prospective des trois critères.

4 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

4.1 Principes généraux relatifs à la détermination des conditions caractérisant une situation d'influence significative sur un marché

4.2 Analyse de l'Autorité

question 3. Avez-vous des observations sur la désignation d'Orange comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés pertinents 3.B.1 et 3.B.2 de fourniture d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?
--

Comme indiqué en réponse à la question 2, Orange conteste que les marchés 3b.1 et 3b.2 sont pertinents au titre de la régulation *ex ante*, et donc par conséquent Orange conteste le fait que l'Arcep conclue à la désignation d'Orange comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés 3b.1 et 3b.2.

5 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

5.1 Principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur un marché

5.2 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

question 4. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès sur le périmètre des marchés géographiques pertinents 3.B.1 et 3.B.2 de fourniture de gros d'accès central en position déterminée ?

Comme évoqué en réponses aux questions 1 à 3, Orange considère qu'il n'y a pas lieu de réguler les marchés 3b.1 et 3b.2, et conteste à ce titre toute obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès.

question 5. Avez-vous des observations concernant les interfaces proposées par Orange pour la livraison infranationale de ses offres d'accès central sur DSL ? En particulier, avez-vous des observations portant sur la migration des accès livrés sur des interfaces en technologie IP vers la technologie Ethernet.

Après la fermeture de la collecte ATM, Orange s'interroge ainsi sur l'opportunité de fermer la collecte IP au cours du prochain cycle d'analyse de marché, compte tenu notamment de la part prépondérante prise par la collecte Ethernet.

La transition de la collecte IP vers la collecte Ethernet est largement entamée à date. Orange n'a ainsi reçu aucune commande de raccordement DSL Collect IP depuis mars 2020. Orange constate par ailleurs une baisse de [...] du parc d'accès bitstream collectés en IP depuis 2019.

Le constat selon lequel la technologie Ethernet a vocation à remplacer à terme la technologie IP aurait dû conduire l'Arcep à un allègement des obligations relatives à la collecte IP.

Orange prend acte de la perspective de pouvoir initier cet assouplissement au cours du prochain cycle d'analyse de marché, dès lors qu'Orange aura précisé sa volonté de fermer la technologie IP dans le respect du cadre réglementaire.

question 6. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de fournir son offre d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL permettant une couverture nationale à travers un raccordement régional, tel que décrit ci-avant ?

question 7. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de fournir des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL, respectivement avec et sans service de téléphonie commutée, tel que décrit ci-avant ?

question 8. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de proposer aux opérateurs un processus effectif de synchronisation de la livraison de l'accès en ADSL nu et de la conservation du numéro ?

question 9. Avez-vous des observations liées aux prestations listées ci-avant, et qu'Orange prévoit dans son offre de référence ?

question 10. Estimez-vous que les conditions économiques et/ou techniques des offres d'accès central sur DSL d'Orange permettent aux opérateurs tiers de proposer dans des délais

courts et des conditions tarifaires raisonnables des services de médias audiovisuels non linéaires à leurs abonnés en zone non dégroupée ?

Orange n'a pas d'observation à formuler.

question 11. Estimez-vous que le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange justifie ou nécessite d'envisager une adaptation des obligations relatives à la fourniture d'offres de migrations inter et intra-offres de gros d'Orange fondées sur le cuivre ?

Le contexte actuel, marqué par la croissance des déploiements de la fibre sur l'ensemble du territoire et la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre, a eu pour effet de stopper les investissements des opérateurs dans le dégroupage de la boucle locale cuivre avec pour conséquence un volume quasi nul de migration d'accès du bitstream vers le dégroupage au cours du présent cycle d'analyse de marché. Dans ce contexte, **Orange est favorable à la suppression de l'obligation de proposer des offres de migration des accès bitstream DSL vers le dégroupage.**

question 12. Avez-vous des observations relatives aux obligations imposées à Orange et portant sur la colocalisation des équipements et/ou de raccordement des points de livraison, en tant que ressources associées à son obligation d'accès sur les marchés 3B.1 et 3B.2 ?

question 13. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de mise à disposition d'informations préalables à l'accès ?

Orange n'a pas d'observation à formuler.

question 14. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté des communes les plus peuplées ? Faudrait-il, selon vous, prévoir une maille de fermeture infra-communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

question 15. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

question 16. Que pensez-vous de la faculté introduite d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?

question 17. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande », des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas de lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

question 18. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?



Orange renvoie aux réponses formulées aux questions 6 à 10 s'agissant du projet de décision d'analyse de marché 1.

5.3 Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires

question 19. Avez-vous des observations liées à l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée, ou des observations liées aux précisions portant sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

Comme évoqué en réponses aux questions 1 à 3, Orange considère qu'il n'y a pas lieu de réguler les marchés 3b.1 et 3b.2, et conteste à ce titre toute obligation relative à la non-discrimination.

5.4 Obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès

question 20. Avez-vous des observations sur le principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses tarifaires introduites par Orange ? Quel serait, selon vous, le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité (en en justifiant les raisons) ? Globalement, avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Comme évoqué en réponses aux questions 1 à 3, Orange considère qu'il n'y a pas lieu de réguler les marchés 3b.1 et 3b.2, et conteste à ce titre toute obligation relative à la transparence.

5.5 Qualité de service

question 21. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de publier chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?

question 22. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture de gros d'accès local en position déterminée, à savoir des obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Comme évoqué en réponses aux questions 1 à 3, Orange considère qu'il n'y a pas lieu de réguler les marchés 3b.1 et 3b.2, et conteste à ce titre toute obligation relative à la qualité de service.

En particulier, Orange s'oppose à tout renforcement des indicateurs de qualité de service et à la mise en œuvre d'une maille départementale. Orange renvoie aux réponses formulées aux questions 17 et 18 s'agissant du projet de décision d'analyse de marché 1.

5.6 Contrôle tarifaire

question 23. Avez-vous des observations sur le principe de différenciation géographique de l'obligation de contrôle tarifaire, et en particulier sur la distinction proposée dans le présent projet de décision ?

question 24. Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Comme évoqué en réponses aux questions 1 à 3, Orange considère qu'il n'y a pas lieu de réguler les marchés 3b.1 et 3b.2, et conteste à ce titre toute obligation de contrôle tarifaire.

Orange tient néanmoins à réagir sur le dispositif envisagé par l'Arcep.

Sur le marché 3b.2, l'Arcep distingue deux zones :

- la zone « non concurrentielle », correspondant à l'ensemble des zones arrière de NRA au niveau desquelles Orange est le seul opérateur proposant des offres de gros bitstream => sur cette zone « non concurrentielle », Orange est soumis à une obligation d'orientation vers les coûts pour la fourniture de ses offres d'accès bitstream DSL.
- la zone « concurrentielle », correspond à l'ensemble, d'une part, des zones arrière de NRA au niveau desquelles au moins un opérateur tiers propose ou est susceptible de proposer rapidement une offre de gros bitstream alternative et, d'autre part, des communes fermées commercialement depuis un délai approprié => sur cette zone « concurrentielle », Orange n'est plus soumis à une obligation tarifaire pour la fourniture de ses offres d'accès bitstream DSL.

Orange constate que la définition des zones tarifaires envisagées ici pour le bitstream DSL diffère de la définition des zones tarifaires envisagées pour le dégroupage au titre du projet d'analyse de marché 1.

Il conviendra en tout état de cause de veiller à ce qu'Orange puisse, pour une commune de zone RIP donnée relevant de la zone de non-excessivité au titre du marché 1, pratiquer une hausse du tarif du bitstream DSL d'un niveau comparable à la hausse du tarif du dégroupage pratiquée.

question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Orange considère que les évolutions du marché, notamment s'agissant de la migration du cuivre vers la fibre, doivent conduire l'Arcep à alléger les obligations imposées à Orange en matière de séparation comptable, d'une manière générale, et en particulier pour les offres de gros d'accès DSL activé livrées au niveau régional.

Un tel allègement pourrait *a minima* se traduire par la levée de l'obligation de publication des comptes séparés. Cette obligation mobilise en pratique des ressources pour Orange alors qu'elle n'a en pratique aucun intérêt matériel pour le développement de l'intensité concurrentielle sur le marché.

*** **

*** **

Analyse de marché 2 de fourniture en gros d'accès de haute qualité

1 Introduction

2 Définitions du marché pertinent

question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?

Orange considère que la régulation des offres de gros FttO doit être revue pour la période 2024-2028 et renvoie à la réponse à la question 2 ci-dessous.

3 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?

Comme mis en évidence dans sa réponse à la consultation publique « Bilan et perspectives » de juillet 2022, Orange constate une baisse tendancielle de ses parts de marché à la fois sur le marché de gros et sur le marché de détail des offres fibre de haute qualité.

S'agissant du marché de détail fibre de haute qualité

Orange estime, sur la base des données publiées par l'Arcep, croisées avec les données de parcs d'Orange, que sa part de marché sur le marché de détail fibre de haute qualité est d'environ [...] fin 2021, soit en baisse de [...] points par rapport à fin 2018, ainsi qu'illustré dans le diagramme ci-dessous.

[...]

Par ailleurs, les parts de marché opérateurs « autres » (Adista et Bouygues Télécom étant les principaux opérateurs en parts de marché selon l'Arcep) ont continué d'augmenter sur cette période, ce qui atteste d'une forte concurrence sur le marché de détail au bénéfice de multiples acteurs. En effet, la part de marché des opérateurs tiers autres qu'Orange et SFR est ainsi passée de [...] fin 2018 à [...] fin 2021.

Orange constate en outre que la migration des accès du cuivre vers la fibre est amorcée pour les clients entreprises, et cela intensifie la concurrence sur le marché de détail fibre entreprise.

La croissance actuelle du marché profite davantage aux opérateurs tiers. Orange estime, sur la base des données publiées par l'Arcep croisées avec les données de parcs d'Orange, qu'Orange n'a bénéficié que de [...] de la croissance du marché de détail entre fin 2018 et fin 2021.

S'agissant du marché de gros fibre de haute qualité

Orange estime, sur la base des données publiées par l'Arcep croisées avec les données de parcs d'Orange, que sa part de marché sur le marché de gros fibre de haute qualité est d'environ [...] fin 2021, soit en baisse de [...] points par rapport à fin 2018, ainsi qu'illustré dans le diagramme ci-dessous.

[...]

La part de marché d'Orange est ainsi passée symboliquement sous la barre des [...] fin 2021, avec une forte baisse [...] depuis fin 2018, alors que sur la même période la part de marché de SFR a fortement augmenté [...] pour atteindre un niveau similaire à celle d'Orange.

Entre le T4 2019 et le T4 2021, Orange estime n'avoir contribué que pour [...] à la croissance du marché de gros. SFR a ainsi tiré profit du net déclin d'Orange sur le marché de gros, comme le souligne d'ailleurs l'Arcep : « Sur l'année 2021, SFR est, en dehors des réseaux d'initiative publique, le premier

contributeur sur l'accroissement du parc du segment optique du marché de gros des accès de haute qualité. »

Les niveaux de part de marché atteints à date par Orange, tant sur le marché de détail fibre de haute qualité que sur le marché de gros, sont très inférieurs à 40 % et ont été en constante baisse sur les deux derniers cycles d'analyse de marchés. Ces éléments sont de nature à conclure à l'absence de position dominante d'Orange sur le marché de gros fibre de haute qualité au niveau national.

Compte tenu du positionnement d'Orange à la fois sur le marché de gros et le marché de détail des offres fibre de haute qualité, **Orange considère que la régulation des offres de gros FttO doit être revue pour la période 2024-2028 et que les remèdes tarifaires doivent être fortement allégés.**

Orange demande par ailleurs à l'Arcep de revoir l'obligation de non-éviction imposée uniquement à Orange pour ses offres FttE, et d'adresser en priorité la problématique de la migration des clients Entreprises du réseau cuivre vers le FttE.

4 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

question 3. Quelles observations avez-vous à formuler sur la suppression de cette obligation et sur le délai envisagé pour son entrée en vigueur ?

Orange accueille favorablement la suppression de l'obligation de maintenir les offres LPT « réseau » et « Aircom/CEM » pour le raccordement des stations de base mobile.

Au regard du recours très limité à ces offres, Orange demande à l'Arcep de pouvoir, dès l'entrée en vigueur de la décision, mettre en œuvre la fermeture commerciale de ces offres sous un délai de 6 mois et la fermeture technique sous un délai de 12 mois.

Plus généralement, s'agissant de la fermeture des offres de gros, Orange attire l'attention de l'Arcep sur le fait que les obligations imposées à ce jour en termes de pilotage, d'accompagnement financier et de délai ne sont pas proportionnées aux objectifs poursuivis. En tout état de cause, Orange n'entend pas reproduire ce qui a été mis en œuvre pour la fermeture de l'ATM, qui a représenté des contraintes démesurées pour Orange au vu des parcs concernés.

question 4. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté des communes les plus peuplées ? Faudrait-il, selon vous, prévoir une maille de fermeture infra-communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

question 5. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

question 6. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande », des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas de lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

question 7. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

Orange renvoie aux réponses formulées aux questions 6 à 10 s'agissant du projet de décision d'analyse de marché 1.

En particulier, s'agissant des besoins des opérateurs desservant le marché pro / entreprise, Orange note que certains OI tiers ne proposent pas, à date, d'offres multi-accès sur leurs réseaux FttH, alors que ces offres sont nécessaires dans la perspective de la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre. Orange OI propose d'ores et déjà de telles offres multi-accès sur son propre réseau FttH. Orange considère nécessaire la généralisation de telles prestations.

Par ailleurs, Orange estime qu'il faudrait traiter avec l'ensemble des opérateurs le sujet du raccordement des sites techniques sur les réseaux FttH, pour lesquels les solutions opérationnelles devront être harmonisées de manière à permettre la migration effective vers la fibre pour les sites concernés.

question 8. Que pensez-vous du principe d'un encadrement de ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses introduites par Orange pour la ZC1 d'une part, et pour les NRA de la ZC3 où l'obligation d'orientation vers les coûts serait levée d'autre part ? Quel serait selon vous le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité ? Pour quelles raisons ?

De manière générale, Orange comprend le besoin de prévisibilité des opérateurs sur les tarifs d'accès cuivre de haute qualité. **Orange estime cependant que le cadre réglementaire actuellement en vigueur ne doit pas être alourdi.**

En particulier, la zone ZC1 a été jugée concurrentielle par l'Arcep ; Orange ne voit aucun élément permettant de remettre en cause ce constat et de justifier l'imposition de nouvelles mesures sur cette zone, telles qu'un encadrement des délais de prévenance. Par ailleurs, l'Arcep a déjà répondu à la demande des opérateurs en figeant la zone ZC1 afin de « *donner aux acteurs du marché une meilleure prévisibilité dans le contexte du projet de fermeture du réseau cuivre* ».

Orange rappelle de surcroît que les hausses tarifaires ont été largement contenues ces dernières années en ZC1. Orange n'a effectué aucune hausse des tarifs de Core Ethernet en ZC1 en 2022, zone pourtant dérégulée, alors que les tarifs de ZC3 ont été augmentés à due concurrence des coûts. En 2023, Orange a procédé à une augmentation des tarifs d'une même proportion entre les zones ZC1 et ZC3.

Enfin, avec la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre, Orange estime que les opérateurs disposent des informations leur permettant de définir une stratégie globale de migration.

S'agissant des NRA de la ZC3 où l'obligation d'orientation vers les coûts serait levée, Orange s'interroge sur le mécanisme que pourrait mettre en place l'Arcep et son articulation avec les tarifs en zone ZC3 régulée. Orange considère *a minima* qu'il ne serait pas acceptable que le mécanisme mis en place conduise à une situation où les tarifs pourraient être augmentés à due proportion des coûts en zone ZC3 régulée alors que cela ne serait pas possible en zone ZC3 dérégulée.

question 9. Avez-vous des observations sur l'ajout d'un nombre d'occurrences minimum par groupe de produits conditionnant l'application des seuils pour la production sur support cuivre xDSL d'une part et pour les signalisations SAV sur support cuivre xDSL d'autre part ? S'agissant de la production des accès sur support cuivre, avez-vous des remarques sur le seuil minimum de 100 occurrences par trimestre en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? S'agissant des signalisations SAV, avez-vous

une suggestion à faire pour déterminer le nombre d'occurrences minimum en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? Que pensez-vous de l'utilisation du nombre de 100 occurrences par trimestre ?

Orange accueille favorablement la proposition de l'Arcep de définir un seuil d'occurrences minimum par trimestre en-dessous duquel il n'est plus pertinent de contrôler les indicateurs production et SAV pour les produits sur support cuivre xDSL.

Orange considère qu'au regard de la volatilité des indicateurs, le seuil de 100 occurrences par trimestre proposé par l'Arcep est bien trop faible, tant pour la production que pour le SAV. **Orange propose de retenir un seuil de 400 occurrences par trimestre** afin d'obtenir des indicateurs fiables et pertinents.

Orange tient par ailleurs à mettre en évidence, s'agissant de la volatilité constatée pour les indicateurs de respect de la GTR, que pour obtenir des résultats représentatifs, il serait pertinent de calculer les indicateurs à la fois pour le cuivre et la fibre au 95^{ème} percentile.

question 10. Que pensez-vous de l'évolution envisagée de suppression de l'obligation d'orientation coût pour les zones arrière de NRA situés dans une zone fermée commercialement ?

Orange **accueille favorablement la levée de l'obligation d'orientation vers les coûts** dans une zone fermée commercialement.

Orange conteste en revanche la mise en œuvre d'une suppression de l'obligation à la maille de la zone arrière du NRA, dans la mesure où la fermeture commerciale du réseau cuivre est opérée à la maille de la commune. Orange demande ainsi que la suppression du contrôle tarifaire envisagée par l'Arcep pour le marché 2 dans les zones fermées commercialement soit mis en cohérence avec le dispositif retenu pour le marché 1 pour ce qui concerne la maille et le délai de prévenance.

question 11. Avez-vous des observations à formuler sur l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B ?

Orange accueille favorablement l'ajout d'un critère de non-régression entre ZF2-A et ZF2-B, conforme à la demande exprimée lors de la consultation publique « Bilan et Perspectives ». Ce mécanisme devrait mettre un terme aux mouvements constatés au cours du cycle actuel d'analyse de marché, lorsque par exemple des communes sont passées en 2021 de ZF2-A à ZF2-B pour revenir en 2022 à ZF2-A, ce qui nuit à la lisibilité des tarifs.

question 12. Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4 ?

S'agissant des tests de reproductibilité tarifaire

Comme rappelé supra, Orange considère que la régulation des offres de gros FttO doit être revue pour la période 2024-2028, compte tenu de la situation concurrentielle dynamique sur le marché, telle que constatée par l'Arcep dans son document. Orange demande ainsi à l'Arcep que les tests de reproductibilité tarifaire soient fortement allégés, en particulier au vu du caractère disproportionné des moyens mobilisés pour produire de tels éléments.

A minima, Orange demande que seul soit conservé le test dit de « Respect de l'étagement des tarifs de gros et de détail ». Ce test est en effet suffisamment contraignant pour les offres de détail d'Orange (avec les réserves sur la délimitation de ZF2-B, développées ci-dessous) et suffit à répondre aux objectifs de l'Autorité.

Le test dit de « Reproductibilité tarifaire offre par offre » n'apparaît ni nécessaire ni proportionné du fait de sa lourdeur de mise en place. Au regard de l'expérience du cycle actuel d'analyse de marché, ce test n'a pas apporté de contrainte supplémentaire par rapport au test de « Respect de l'étagement des

tarifs de gros et de détail » pour les offres de détail d'Orange. La mise en œuvre de ce test mobilise ainsi du temps et des ressources importantes pour Orange sans produire d'effet. Orange demande ainsi la suppression du test dit de « Reproductibilité tarifaire offre par offre ».

S'agissant des critères pour la ZF1

Orange considère que le seul critère devant être retenu pour apprécier le caractère concurrentiel d'une commune est la « part de marché infrastructure ».

Le critère de « plus de 50 accès BLOD vendus sur le marché de détail » est arbitraire, et le deviendra d'autant plus avec la généralisation des offres type FttE.

Le critère de « densité d'établissements (sites non résidentiels) de plus de 10 salariés dépassant 20 établissements par km² » est tout aussi arbitraire et ne permet en aucun cas d'apprécier la situation concurrentielle. En revanche, il exclut des communes denses telles que Marseille qui ne figure toujours pas dans la liste des communes de ZF1 ce qui est une aberration !

Orange demande à l'Arcep de ne **maintenir que le seul critère « part de marché infrastructure » pour la délimitation de la ZF1.**

S'agissant des critères pour la ZF2

L'un des critères de classification d'une commune en ZF2-A est relatif à la disponibilité d'une offre activée type FttE proposée par un opérateur tiers sur plus de 75 % des locaux, que ce soit sur BLOM Orange OI ou BLOM OI tiers.

S'agissant des BLOM OI tiers, Orange note qu'il reste des OI qui ne respectent pas à ce jour leurs obligations de fournir une offre passive type FttE sur leurs réseaux BLOM, ce qui conduit *a fortiori* à ce qu'il n'y a pas d'offre activée type FttE. Ceci pose la question de la pertinence de retenir, pour réguler Orange, un critère dépendant du respect par les OI tiers de leurs obligations réglementaires.

S'agissant de la non-éviction pour les offres FttE d'Orange

Orange rappelle que les offres type FttE ont vocation à constituer les offres privilégiées pour la migration des accès cuivre SDSL vers la fibre dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre.

À ce titre, Orange considère que le principal enjeu pour le secteur est de disposer d'offres passives type FttE sur l'ensemble du territoire avec des tarifs homogènes et correctement positionnés pour permettre la migration des accès cuivre SDSL vers la fibre.

Or, force est de constater que la situation n'est pas satisfaisante à date :

- ni sur le premier point : il reste des OI qui ne proposent pas d'offres type FttE sur leurs BLOM, et ne respectent donc pas le cadre symétrique ;
- ni sur le second point : les tarifs des offres passives type FttE proposés par les OI tiers restent trop élevés ; Orange note d'ailleurs qu'aucun OI tiers n'a répliqué la baisse pratiquée pour le tarif de son offre FttE passive au printemps 2021.

En tout état de cause, le projet de cadre réglementaire mis en consultation publique par l'Arcep se limite au maintien de l'obligation de non-éviction imposée à Orange, et n'apporte de solution sur aucun de ces points.

Cette obligation de non-éviction a pour effet de contraindre Orange à maintenir des écarts tarifaires entre ses offres FttE passives et activées nettement plus élevés que ce qui est pratiqué par les opérateurs tiers, ce qui conduit à dépositionner Orange au niveau de ses offres activées sur la zone Orange OI.

Orange demande ainsi à l'Arcep de supprimer cette obligation de non-éviction et de garantir que le cadre permette de réunir les conditions propices à la migration des entreprises du réseau cuivre vers les réseaux BLOM.



*** **

*** **

Analyse de marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale

1 Introduction

2 Définition du marché : la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte

question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

La liste des différentes offres de gros d'accès au génie civil existantes (page 12 du projet de décision) comprend l'offre « LGC ZAC » décrite comme « *spécifique aux zones d'aménagement concerté pour lesquelles les fourreaux sont exploités par Orange sans qu'il n'en soit propriétaire* ». Or, cette offre porte en pratique sur les seules infrastructures d'accueil dont Orange est effectivement propriétaire en ZAC.

Il convient donc de modifier la phrase relevée comme suit : « *l'offre « LGC ZAC » [...] spécifique aux zones d'aménagement concerté pour lesquelles les fourreaux sont propriété d'Orange et représentés sur les plans itinéraires fournis aux opérateurs au titre des informations préalables* ». Cette même correction doit être apportée page 37.

Pour la même raison, il convient de supprimer la référence aux ZAC, page 35, au niveau du paragraphe suivant : « *il s'agit par exemple des NRA pour lesquels Orange n'est plus propriétaire des bâtiments mais bénéficie de droits d'usage pérennes, des infrastructures d'hébergement et de collecte construites dans le cas de l'accès à la sous-boucle, de certaines infrastructures de génie civil souterraines (chambres, fourreaux...) mises à la disposition d'Orange dans certaines zones d'aménagement concerté (ZAC), de certaines infrastructures verticales dans les immeubles (conduites, goulottes, etc.), mais également de certains appuis aériens* ».

3 Analyse des trois critères

4 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

question 2. Avez-vous des observations sur la désignation de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Orange n'a pas d'observation à formuler.

5 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

5.1 Principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur un marché

5.2 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

question 3. Dans le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange, identifiez-vous un besoin de maintien de la prestation NRA-SR dans le périmètre des demandes auxquels Orange doit faire droit dans le cadre de son obligation d'accès ?

Le fort développement des réseaux FttH au niveau national a entraîné l'arrêt des opérations de montée en débit sur cuivre et ainsi des commandes de génie civil entre NRA et SR de la part des opérateurs.

Dans le contexte de la fermeture du réseau cuivre, Orange estime non nécessaire de maintenir cette prestation dans le cadre de son obligation d'accès. Il est à noter que dans le cas d'un éventuel besoin de ce type, un opérateur pourra avoir recours à une commande « ponctuelle » de l'offre GC BLO. C'est vers cette dernière prestation que devront migrer les éventuelles liaisons génie civil NRA SR qu'un opérateur souhaiterait maintenir au-delà de la fermeture du réseau cuivre au niveau d'une zone donnée.

question 4. Quelle appréciation portez-vous sur le périmètre des infrastructures de génie civil souterraines et aériennes concerné par l'obligation d'accès ?

Orange n'a pas d'observation à formuler.

question 5. Quelles observations avez-vous à formuler concernant les modalités opérationnelles spécifiques des prestations liées au génie civil mobilisable à des fins de raccordement final ? Quelles propositions avez-vous à soumettre concernant les délais d'instruction et de réalisation des travaux spécifiques aux prestations liées au génie civil mobilisé à des fins de raccordement final ?

Orange est favorable à la mise en place d'un processus de commande spécifique pour la rénovation de génie civil à des fins de raccordement final, en complément des processus existants.

S'agissant du délai d'instruction, le délai actuel de 5 jours ouvrés pourrait également être appliqué dans le cas des rénovations liées au raccordement final.

S'agissant du délai de réalisation des travaux, il est nécessaire de tenir compte des délais liés aux autorisations de voirie qui influent sur la réalisation de ces travaux par Orange. Les collectivités locales disposent d'un délai de 2 mois maximum pour répondre ou non aux dossiers présentés. En pratique, le délai de réponse constaté est inférieur à 1 mois.

Aussi, **Orange estime pouvoir prendre un délai d'engagement de 2 mois** pour ces opérations de rénovation liées au raccordement client, sur le GC souterrain mais aussi sur les appuis aériens, sous réserve de l'obtention de l'autorisation de voirie dans des délais compatibles avec cet engagement.

S'agissant de la mise en œuvre de pénalités conditionnées à la fourniture de prévisions, Orange comprend la difficulté pour un opérateur tiers à établir un prévisionnel du volume des rénovations pouvant être demandées à Orange à des fins de raccordement final. Pour autant, Orange considère qu'il ne pourra lui être reproché de ne pas tenir son engagement de délai en cas d'absence totale de prévisions, si le volume de rénovations auquel doit répondre Orange sur un territoire dépasse les niveaux habituellement constatés, et Orange estime le cas échéant ne pas être redevable de pénalités dans ces situations.

question 6. Quelle est votre appréciation de la pertinence d'une rémunération forfaitaire justifiée et proportionnée spécifique des opérateurs pour leurs prises en charge des opérations de réparations réalisées en tant que sous-traitant d'Orange ?

Les travaux de rénovation liés à des déploiements « massifs » ou de réparation (SAV) sont remboursés aujourd'hui par Orange, conformément aux obligations imposées au titre de l'analyse de marché en vigueur, suivant les grilles tarifaires de l'offre GC BLO, établies sur le principe d'un tarif de remboursement équivalent au montant facturé à Orange par ses prestataires sous-traitants.

Les interventions de réparation réalisées à des fins de raccordement final sont plus ponctuelles, et conditionnées à des délais plus contraints.

Ces conditions n'ont pas d'impact sur les remboursements des prestations de réparation de GC souterrain, dont les tarifs sont établis sur la base d'une intervention ponctuelle (GC cassé, réhausse...).

Orange considère donc qu'il n'est pas pertinent de disposer d'une rémunération forfaitaire spécifique pour la réparation de GC souterrain à des fins de raccordement final.

Le remplacement d'un appui aérien isolé à des fins de raccordement final pourrait en revanche justifier un niveau de remboursement supérieur à celui actuellement défini pour le déploiement « massif », compte tenu du fait qu'il s'agit d'une intervention spécifique et unitaire. Orange est prêt à étudier la mise en place d'une rémunération forfaitaire spécifique pour le remplacement d'un appui aérien isolé à des fins de raccordement final. Le montant de remboursement sera le cas échéant établi sur le principe d'un tarif de remboursement équivalent au montant facturé à Orange par ses prestataires sous-traitants pour cette même prestation.

question 7. Avez-vous des remarques concernant le délai pertinent permettant d'atteindre les objectifs de réduction des surcoûts induits par des informations vectorielles non mises à jour ?

Orange met déjà à disposition les informations sur ses installations de génie civil, en l'état de leur description dans les bases de données d'Orange, dans des conditions non discriminatoires à tous les opérateurs, y compris à Orange OI pour ses propres déploiements.

Par ailleurs, Orange est déjà soumis au titre de l'article 8 du code de l'environnement⁵ à mettre à jour ses données cartographiques dans un délai maximal de 6 mois après la réalisation des travaux. Aussi, Orange estime qu'il ne serait pas pertinent de définir un délai inférieur à 6 mois pour la mise à jour des informations à destinations des opérateurs.

Concernant les situations où les opérateurs auront à réaliser le dévoiement de leurs câbles optiques concomitamment aux interventions d'Orange sur ses infrastructures de génie civil en cas travaux de coordinations/enfouissement dans une zone donnée, il conviendra que ces dévoiements soient effectivement programmés et réalisés par les opérateurs dans le calendrier fixé par le maître d'ouvrage. Orange ne peut être tenu responsable des conséquences, vis-à-vis de la collectivité ou des opérateurs, de la non-réalisation de ces travaux par les opérateurs dans les délais attendus, les opérateurs étant préalablement avertis par Orange et intégrés dans les réunions de chantier programmées par le maître d'ouvrage.

question 8. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, et sur les obligations connexes portant notamment sur les ressources et services associés à la fourniture de cet accès ?

Orange partage la position exprimée par l'Autorité de revoir la grille tarifaire de LFO dans le contexte de la fermeture du réseau cuivre. La tarification en vigueur, établie sur la taille des NRA, n'est pas pérenne compte tenu du fait qu'une partie des NRA seront démantelés à terme.

La fermeture de NRA, consécutive à la fermeture du réseau cuivre, pourra modifier les réseaux de collecte des opérateurs et nécessiter des aménagements des extrémités des liens LFO en service. Les modalités opérationnelles, notamment en termes de résiliation/création, pour effectuer ces

⁵ [Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

aménagements seront à définir dans le cadre expérimental des premières fermetures de NRA engagées dans les premiers lots de fermeture du réseau cuivre.

S'agissant des évolutions des équipements opérateurs, Orange suivra évidemment les besoins et les standards du marché, dans la mesure où ils répondent à la majorité des opérateurs, et si des solutions palliatives ne sont pas possibles. Toutefois, il ne peut être considéré raisonnable et efficace de demander à Orange de mettre en place des espaces sur mesure à la dimension spécifique des équipements d'un opérateur. Pour Orange, la réponse à ce type de besoin s'insérera nécessairement dans des environnements plus standards permettant l'accueil de ces équipements de dimension particulière.

5.3 Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires

question 9. Avez-vous des observations sur l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, ou des observations liées aux précisions portant notamment sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

L'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange se fait d'ores et déjà dans le respect du principe d'équivalence des intrants. Des protocoles internes établis sur la base du contrat GC BLO, entre la branche d'Orange qui déploie le réseau FttH en tant qu'OI et la branche d'Orange qui exploite le réseau d'infrastructures de génie civil, sont ainsi signés et communiqués à l'Arcep. Orange publie par ailleurs des indicateurs mensuels s'agissant de l'utilisation de l'offre GC BLO par les opérateurs tiers et par Orange.

Orange estime à ce titre que les éléments en place sont suffisants pour assurer un traitement non-discriminatoire dans l'accès aux infrastructures de génie civil entre Orange et les opérateurs tiers.

5.4 Obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès

question 10. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence en particulier s'agissant de la publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Orange communique actuellement une information sur la pérennité des NRA au travers de la prestation « *opportunité d'hébergement de NRO dans les NRA d'Orange* » de l'offre d'informations préalables. Maintenant que la fermeture du réseau cuivre est entrée dans sa phase opérationnelle, Orange propose de remplacer cette prestation par une communication publique des NRA, en précisant leur caractère pérenne ou non pérenne ou indéterminé suivant les informations les plus à jour dont dispose Orange. Cette information sera mise à jour régulièrement par Orange et devrait permettre à tous les acteurs d'anticiper les évolutions à long terme du réseau d'Orange.

Par ailleurs, il apparaît nécessaire que les obligations pesant sur Orange s'agissant de la fourniture des informations générales sur les NRA soient levées pour tenir compte de la fermeture du réseau cuivre, mais aussi de la fin des opérations de montée en débit avec le développement massif des réseaux FttH. Aussi, Orange devrait pouvoir arrêter commercialement la fourniture des informations générales sur les NRA, liées aux opérations de réaménagement de réseaux, et de l'offre d'informations préalables à destination des opérateurs et des collectivités locales s'agissant des NRA.

Aussi, Orange s'interroge sur les objectifs visés par la demande de l'Arcep s'agissant de la diffusion aux opérateurs des informations relatives aux interventions prévues dans le cadre de la dépose des

câbles cuivre, avec un délai de prévenance raisonnable. La dépose des câbles cuivre n'intervenant dans une zone donnée qu'une fois le réseau FttH déployé et le réseau cuivre fermé techniquement, Orange estime que les informations ne sont pas nécessaires aux opérateurs. Si l'objectif est de prévenir les risques de perturbation des réseaux, Orange rappelle à l'Arcep que les déploiements actuels des réseaux FttH sont réalisés sans que le ou les opérateurs déjà présents ne soient informés des travaux engagés. De plus, les règles d'ingénierie en vigueur dans l'offre GC BLO pour le déploiement des nouveaux câbles optique, notamment ce qui concerne la séparation des réseaux cuivre et fibre optique, visent justement à limiter ces risques de perturbation lors des futures opérations de dépose aussi bien en souterrain qu'en aérien.

Il s'agira en conséquence de déterminer la meilleure information possible pouvant être fournie par Orange, sur les zones où Orange prévoit de réaliser ces opérations de dépose des câbles cuivre, en fonction des besoins réels des opérateurs, et dans des modalités compatibles avec la mise en œuvre d'un processus industriel.

Dans tous les cas, la précision de la rédaction actuelle proposée par l'Arcep « *sur les tronçons qu'ils utilisent* » devrait être supprimée pour étendre sa diffusion, et ne pas limiter la manière et vers qui cette information pourra être diffusée.

Enfin, Orange accueille favorablement l'ajout proposé par l'Arcep de la mention relative au délai de prévenance de 36 mois à respecter en cas de fermeture technique d'un NRA, qui n'avait pas été repris en 2020 lors de la constitution d'une analyse de marché autonome pour l'accès aux infrastructures de GC, alors qu'il était prévu dans les analyses de marché précédentes. Cela permettra à Orange d'engager la fermeture technique d'un NRA y compris en dehors de la fermeture du réseau cuivre.

5.5 Qualité de service

question 11. Avez-vous des observations à partager sur le niveau des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence et leurs modalités de mise en œuvre, notamment concernant l'appréciation du caractère suffisamment dissuasif garantissant le respect par Orange de ses obligations ?

Orange regrette que l'Arcep fasse peser sur Orange le manque de rigueur des opérateurs quant à la fourniture à Orange d'un dossier de fin de travaux complet et conforme, en demandant à Orange de vérifier l'inventaire complet des erreurs avant de rendre éligible ces dossiers à des pénalités. Orange a déjà introduit un mécanisme permettant à l'opérateur de corriger deux fois un même dossier avant d'être susceptible d'être l'objet de pénalités. Cette nouvelle disposition ne fera qu'accroître la désincitation des opérateurs à respecter leurs obligations.

Par ailleurs, malgré le niveau des pénalités actuellement appliquées aux opérateurs, la qualité attendue sur la réalisation des travaux, le respect de la sécurité, ou des règles contractuelles est loin d'être au niveau attendu, comme l'attestent les montants de pénalités actuellement appliqués et les constats réalisés après les travaux effectués par les opérateurs.

L'Arcep questionne sur le caractère dissuasif du niveau des pénalités dues par Orange aux opérateurs, mais pas sur celles dues par les opérateurs en cas de non-respect de leurs obligations. Orange s'est attaché à mettre en place des niveaux de pénalités symétriques, mais constate en pratique qu'ils ne sont pas incitatifs vis-à-vis des opérateurs au regard de l'objectif de respect par les opérateurs de leurs obligations.

Si le mécanisme doit être revu, il doit l'être dans les deux sens, et viser le respect des obligations par Orange mais aussi par les opérateurs. Aussi au-delà des niveaux financiers, il s'agit de déterminer d'autres dispositions qui permettraient d'inciter chacune des parties à respecter ses obligations.

question 12. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, en particulier les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Orange n'a pas d'observation à formuler.

5.6 Contrôle tarifaire

question 13. Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Compte tenu du fait qu'il y a désormais plus d'accès fibre en service que d'accès cuivre, la méthode actuelle définie dans la décision n° 2017-1488 de décembre 2017 pour évaluer les tarifs de l'offre GC BLO pour l'année N, sur la base d'une allocation des coûts de génie civil de boucle locale entre cuivre et fibre au *prorata* des parcs respectifs d'accès cuivre et fibre optique à la fin de l'année N-2, n'est plus justifiée.

Aussi, l'absence de modification de la décision n° 2017-1488, à la suite de l'adoption en décembre 2020 de la décision n° 2020-1493 fixant le tarif-plafond du dégroupage pour la période 2021-2023 conduit à ce qu'Orange ne recouvre plus la totalité de ses coûts de génie civil de boucle locale depuis 2021. La modélisation des coûts de génie civil par accès cuivre, définie par l'Arcep dans la décision n° 2020-1493, correspond en effet à l'application d'une allocation des coûts de génie civil de boucle locale entre cuivre et fibre, au *prorata* des parcs respectifs d'accès cuivre et fibre optique à mi-année N. Cette situation est inacceptable pour Orange et ne peut perdurer.

Orange note que l'Arcep va engager la révision de la décision n° 2017-1488. Orange demande que cette révision puisse être menée dans les meilleurs délais et que l'allocation des coûts de génie civil de boucle locale entre cuivre et fibre soit modifiée pour passer au *prorata* des parcs respectifs d'accès cuivre et fibre optique à mi-année N, sans lissage pluriannuel, de sorte que les nouveaux tarifs puissent être effectifs dès janvier 2024.

5.7 Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable

question 14. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Orange n'a pas d'observation à formuler.

Annexe 4 Connaissance des réseaux et qualité de service

question 15. Au cours des réunions multilatérales organisées sous l'égide de l'Arcep, Orange s'est engagé à proposer des données permettant de respecter ce principe. Avez-vous des suggestions à partager concernant la mise en œuvre de ce principe ?

S'agissant de l'annexe 3, le point 2 concernant les modalités d'accès aux prestations devrait être remplacé en totalité par l'information publique sur les NRA pérennes/non pérenne/indéterminée



qu'Orange propose de communiquer (cf. réponse à la question 10), l'information préalable d'opportunité d'hébergement d'un NRO dans un NRA n'étant plus commandée par les opérateurs ou les collectivités locales.

Orange s'est effectivement engagé à mettre à disposition des opérateurs les données relatives à leurs commandes leur permettant de s'assurer de l'état de celles-ci et de calculer les différents délais associés à la qualité de service attendue, aussi bien par Orange que par les opérateurs.

*** **

*** **

